

Statistique Canada

Rapport ministériel sur le rendement

2011-2012



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Rapport ministériel sur le rendement 2011-2012

**pour l'exercice
se terminant
le 31 mars 2012**

Ministre de l'Industrie et ministre d'État (Agriculture)
Christian Paradis

Message du ministre	Error! Bookmark not defined.
Message du statisticien en chef	3
Section I : Survol de l'organisation	5
Raison d'être et responsabilités	5
Résultat stratégique et Architecture des activités de programme	6
Priorités organisationnelles	8
Analyse des risques	13
Sommaire du rendement	14
Évaluation environnementale stratégique	17
Profil des dépenses	17
Budget des dépenses par crédit voté	19
Section II : Analyse des activités de programme par résultat stratégique	21
Résultat stratégique	21
Activité de programme 1 : Statistique économique	21
Sommaire du rendement et analyse de l'activité de programme	24
Leçons retenues	26
Activité de programme 2 : Statistique sociale	27
Sommaire du rendement et analyse de l'activité de programme	29
Leçons retenues	30
Activité de programme 3 : Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones	31
Sommaire du rendement et analyse de l'activité de programme	34
Leçons retenues	35
Activité de programme 4 : Services internes	36
Sommaire du rendement et analyse de l'activité de programme	38
Leçons retenues	38
Section III : Renseignements supplémentaires	41
Principales données financières	41
Graphiques des principales données financières	43
États financiers	48
Liste des tableaux de renseignements supplémentaires	49
Section IV : Autres sujets d'intérêt	51
Coordonnées de l'organisme	51
Définitions des indicateurs	52

Le ministère de l'Industrie et les autres membres du portefeuille de l'Industrie ont accompli des progrès remarquables dans plusieurs dossiers prioritaires au cours de l'exercice 2011-2012.

Tout au long de l'exercice, le portefeuille de l'Industrie s'est employé à renforcer l'environnement commercial du Canada, à appuyer la recherche-développement scientifique, à encourager l'innovation au sein des entreprises et à moderniser le cadre législatif entourant l'économie numérique au pays. Le gouvernement du Canada a mis les sciences, la technologie et l'innovation au rang de ses priorités depuis 2006, et comme le démontre ce rapport, nous respectons nos engagements.



Au cours de l'exercice 2011-2012, Statistique Canada a continué à fournir aux Canadiens de l'information pertinente et digne de confiance, appuyant ainsi la prise de décisions publiques et privées. Statistique Canada a mené le Recensement de la population, l'Enquête nationale auprès des ménages et le Recensement de l'agriculture. Par ailleurs, l'organisme a considérablement amélioré l'accès aux données. Le 1^{er} février 2012, Statistique Canada a supprimé tous les frais d'utilisateur relativement à l'information disponible sur son site Web, y compris les données provenant de la base de statistiques CANSIM, sans que cela lui en coûte davantage.

Notre gouvernement est conscient que l'innovation est l'un des éléments clés soutenant la croissance économique future. En créant de nouveaux produits et services, en ouvrant les portes de nouveaux marchés et en repensant les technologies d'aujourd'hui, les chercheurs, les entrepreneurs et les entreprises de tout le pays contribueront à créer de nouveaux emplois, à stimuler la croissance économique et à garantir la prospérité économique à long terme du Canada.

Le portefeuille de l'Industrie continuera d'appuyer les priorités du gouvernement tout en tenant compte des restrictions budgétaires et des exigences liées au retour à l'équilibre budgétaire. En établissant le juste équilibre entre des investissements stratégiques, des cadres du marché et des programmes et services modernes, Industrie Canada continuera de créer un environnement propice au succès des entreprises, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale.

C'est avec plaisir que je vous présente le *Rapport ministériel sur le rendement de Statistique Canada pour l'exercice 2011-2012*.

Christian Paradis

Le ministre de l'Industrie et ministre d'État (Agriculture)

Statistique Canada s'engage à fournir des statistiques officielles objectives, de haute qualité, qui servent de fondement aux décisions prises par les représentants élus, les entreprises, les syndicats et les organismes sans but lucratif, ainsi que les citoyens canadiens.

Pendant plusieurs mois en 2011, Statistique Canada a réalisé le Recensement de la population, l'Enquête nationale auprès des ménages et le Recensement de l'agriculture. Malgré les nombreux défis qu'il a dû surmonter durant la période de collecte des données, Statistique Canada a atteint ou dépassé ses objectifs. L'organisme a obtenu le soutien général des intervenants, de ses partenaires et des citoyens canadiens : plus de 6 000 organismes ont aidé à promouvoir les activités de collecte. Le 8 février 2012, Statistique Canada a diffusé les premiers résultats du recensement, qui comprenaient les chiffres de population et des logements.

Au cours de la dernière année, Statistique Canada a fait de grands progrès en vue d'accroître l'accès aux données. Le 1^{er} février 2012, l'organisme a éliminé tous les frais d'utilisation pour les données disponibles sur son site Web, y compris celles de la base de données statistiques CANSIM, et ce, sans générer de coûts supplémentaires. En outre, Statistique Canada a éliminé tous les frais et toutes les restrictions s'appliquant aux autres organismes qui souhaitent rediffuser cette information. Ces mesures favoriseront l'accroissement et l'élargissement de l'utilisation des données de l'organisme.

Durant l'exercice 2011-2012, Statistique Canada a publié de nouvelles données chaque jour ouvrable et a respecté toutes les dates de diffusion annoncées. En plus d'exécuter efficacement ses programmes permanents de statistique économique et sociale, l'organisme a comblé deux lacunes importantes dans les données en diffusant des renseignements sur les emplois vacants et sur les projections démographiques pour les groupes d'identité autochtone.

Enfin, Statistique Canada a poursuivi l'examen et le renouvellement de ses structures et processus organisationnels afin de s'assurer que la répartition et l'utilisation des ressources soient optimales. Cet effort permanent en vue d'appuyer l'utilisation efficiente et efficace des ressources aidera l'organisme à maintenir la pertinence de ses produits tout en tenant compte des pressions budgétaires actuelles et à venir.

Au nom de tous les employés de Statistique Canada, je remercie les Canadiennes et les Canadiens de leur soutien permanent et les invite à visiter le site Web de l'organisme à l'adresse www.statcan.gc.ca.

Wayne R. Smith
Statisticien en chef du Canada

Raison d'être et responsabilités

Statistique Canada veille à ce que les Canadiens aient accès à une source fiable de données statistiques sur le Canada qui répondent à leurs besoins d'information les plus prioritaires. L'accès à une information statistique fiable est un fondement essentiel de toute société démocratique, à la fois pour appuyer la prise de décisions en fonction de données probantes dans les secteurs public et privé et pour éclairer le débat sur les questions de politique publique.

En vertu de la *Loi constitutionnelle* de 1867, « le recensement et les statistiques » relèvent de la compétence fédérale. Le Parlement a exercé sa responsabilité pour le recensement et les statistiques essentiellement aux termes de la *Loi sur la statistique*. La Loi fait de Statistique Canada le bureau national de statistique, et en définit le mandat, les pouvoirs et les obligations. Aux termes de la Loi, Statistique Canada doit recueillir, compiler, analyser et publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de sa population. La Loi oblige en particulier Statistique Canada à mener les recensements de la population et de l'agriculture tous les cinq ans depuis 1971.

Statistique Canada détient les pleins pouvoirs pour mener des enquêtes auprès des entreprises et des ménages sur une base volontaire et obligatoire; les recensements sont toujours obligatoires, comme le prescrit la Loi. Les fichiers administratifs peuvent aussi être consultés afin de soutenir le travail de l'organisme. Parallèlement à ces pouvoirs, l'organisme est chargé d'assurer la confidentialité des renseignements en sa possession et de restreindre l'usage de ces renseignements à des fins statistiques.

Finalement, afin de promouvoir l'efficacité du système statistique national, Statistique Canada doit collaborer avec les autres ministères gouvernementaux, de même qu'avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour développer un système statistique national cohérent et bien intégré qui minimise la redondance ainsi que le fardeau de réponse des ménages et des entreprises. Selon la *Loi sur les déclarations des personnes morales*, Statistique Canada doit en outre recueillir et publier de l'information sur les liens de parenté entre sociétés au Canada, particulièrement en ce qui a trait aux entreprises canadiennes sous contrôle étranger. La particularité de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* est qu'elle permet à Statistique Canada de dévoiler de l'information sur la propriété de sociétés individuelles, chose qui serait interdite en vertu de la *Loi sur la statistique*.

De nombreuses lois et réglementations fédérales et provinciales ont particulièrement besoin des renseignements fournis par Statistique Canada afin de fonctionner. Parmi les principaux exemples, on peut citer le *Régime de pensions du Canada* (Indice des prix à la consommation); la *Loi sur l'assurance-emploi* (Enquête sur la population active); la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* (nombreuses mesures économiques et démographiques); la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Indice des prix à la consommation); les règlements d'application de la *Loi sur les langues officielles* (données du recensement sur les langues officielles); et la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales* (recensement).

Le Cadre de gestion organisationnel de Statistique Canada illustre la façon dont l'organisme exerce ses responsabilités. Pour obtenir des renseignements détaillés sur ce cadre et sur les facteurs qui permettent d'atteindre le résultat stratégique, veuillez consulter le site à l'adresse suivante : <http://www.statcan.gc.ca/about-aperçu/reports2-rapports2-fra.htm>.

Résultat stratégique et Architecture des activités de programme

Statistique Canada fait partie du secteur de résultats Affaires gouvernementales du Cadre pangouvernemental de rendement — un gouvernement fédéral transparent, responsable et sensible aux besoins des Canadiens — par lequel le gouvernement du Canada protège la confiance du public dans le gouvernement; resserre l'interaction entre le gouvernement et les Canadiens; assure des services adaptés aux besoins des citoyens; et met en œuvre des mesures pour faire en sorte que le gouvernement fédéral soit transparent et rende des comptes à ses citoyens. Bien que classé dans le domaine des Affaires gouvernementales selon la classification officielle, l'organisme contribue à la plupart des résultats du gouvernement fédéral dans les domaines des affaires économiques, sociales, internationales et gouvernementales. Cette contribution est à la fois directe, en ce qu'elle éclaire le débat public et la prise de décisions en dehors du gouvernement fédéral, et indirecte, en ce qu'elle appuie la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques au sein du gouvernement fédéral.

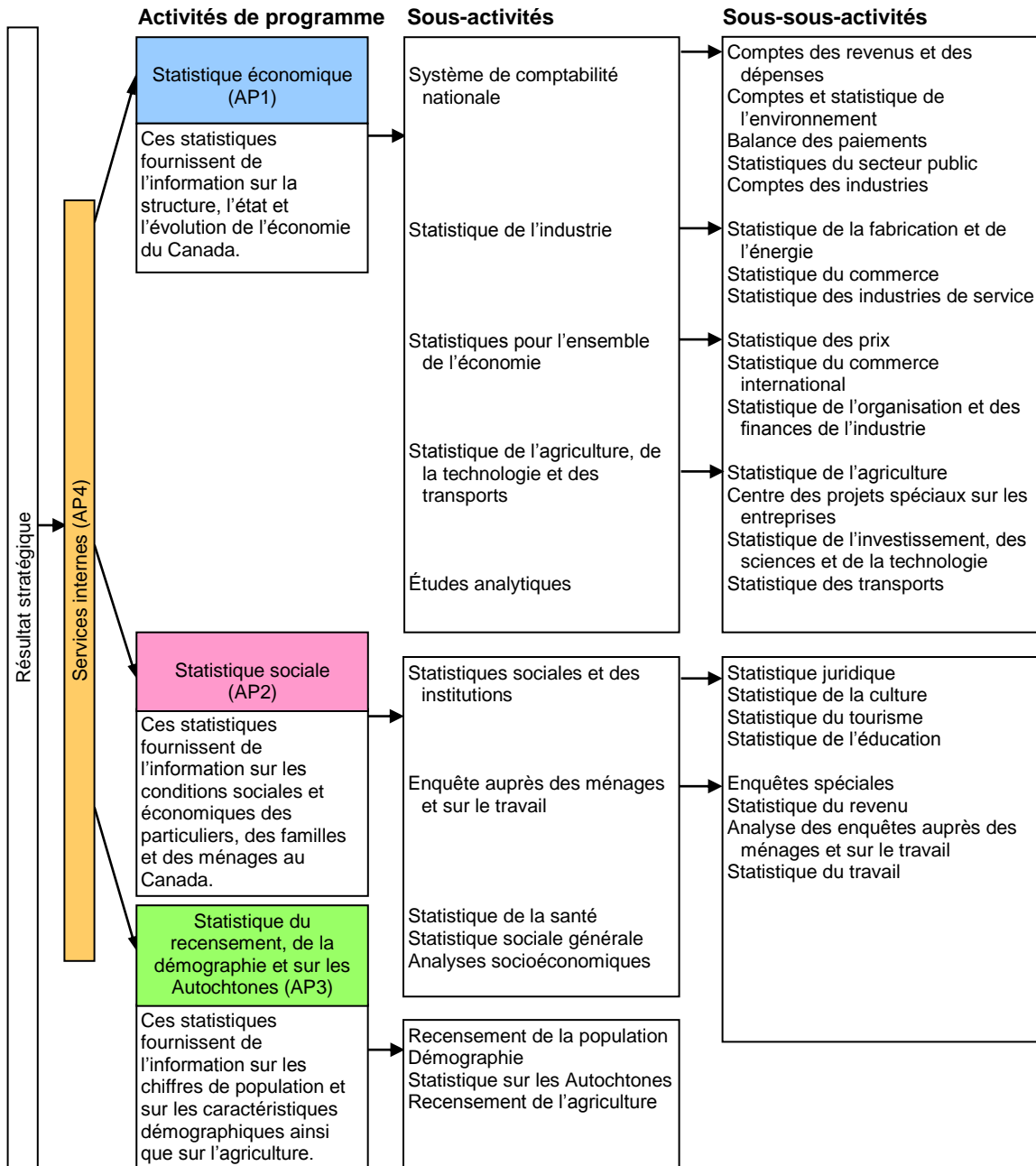
Le résultat stratégique de Statistique Canada, soutenu par un cadre d'activités et de sous-activités de programme, est défini comme suit.

Résultat stratégique

Les Canadiens ont accès à de l'information statistique actuelle, pertinente et de qualité sur l'évolution de l'économie et de la société au Canada, ce qui favorise un débat réfléchi, des recherches sérieuses et la prise de décisions éclairées sur les questions socioéconomiques.

L'Architecture des activités de programme de Statistique Canada est présentée à la figure 1.

Figure 1 Composantes de l'Architecture des activités de programme



Priorités organisationnelles

Pour soutenir les décisions des Canadiens et de leurs représentants élus, Statistique Canada a continué de souscrire à son engagement de leur donner accès à une source fiable de renseignements. En 2011-2012, les principales réalisations ont été la collecte de données associées au Recensement de la population, à l'Enquête nationale auprès des ménages et au Recensement de l'agriculture, ainsi que l'élimination des frais d'utilisation perçus pour l'information disponible sur le site Web, sans coûts supplémentaires pour Statistique Canada. L'expansion du Programme des centres de données de recherche, l'introduction du nouveau Programme d'accès à distance en temps réel et la création du Centre canadien d'élaboration de données et de recherches économiques ont permis d'accroître l'accès aux données. L'organisme a également comblé deux lacunes importantes dans les données en diffusant des données sur les emplois vacants et sur les projections démographiques pour les groupes d'identité autochtone.

Enfin, Statistique Canada a poursuivi l'examen et le renouvellement de ses structures et processus organisationnels afin d'optimiser la répartition et l'utilisation des ressources.

Le tableau 1 énumère les quatre priorités établies dans le *Rapport sur les plans et les priorités 2011-2012* et fournit pour chacune la liste et l'évaluation des activités planifiées. Les quatre priorités sont les suivantes : exécuter les programmes permanents de statistique économique et sociale; effectuer le Recensement de la population, le Recensement de l'agriculture et l'Enquête nationale auprès des ménages; poursuivre le renouvellement des programmes statistiques; améliorer les processus administratifs de l'organisme et intégrer davantage son infrastructure organisationnelle axée sur les résultats.

Tableau 1 Sommaire des progrès accomplis par rapport aux priorités

Priorité : Exécuter les programmes permanents de statistique économique et sociale	Type ¹ : Permanente	Activités de programme : Statistique économique, statistique sociale
<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="246 1354 1383 1606">• Produire des indicateurs économiques à jour et exacts : Les enquêtes mensuelles et annuelles sur l'économie qui servent à établir le produit intérieur brut (PIB) et la série d'indicateurs économiques ont été exécutées. La série d'indicateurs économiques, tels que les ventes au détail, les importations et les exportations internationales, ainsi que les livraisons manufacturières, a été publiée. Les données sur le PIB ont été publiées sur une base mensuelle et trimestrielle dans les deux mois suivant la période de référence. Les activités mensuelles de collecte des données à utiliser pour produire l'Indice des prix à la consommation (IPC) ont été menées. L'IPC a été publié mensuellement, dans les trois semaines suivant la période de référence. <li data-bbox="246 1617 1383 1869">• Exécuter les programmes clés permanents de statistique sociale : L'exécution du programme de statistique sociale s'est poursuivie, y compris les enquêtes auprès des ménages, telles que l'Enquête sur la population active, d'autres enquêtes permettant d'établir les tendances des revenus et des dépenses des familles, ainsi que les enquêtes sur l'emploi au niveau de l'établissement. Des données et des produits analytiques ont été produits sur les questions sociales importantes, dont l'immigration, l'appartenance ethnique, l'engagement social, les jeunes, les familles, la victimisation criminelle, l'égalité des sexes, les personnes âgées et le bien-être social. Les sources de données comprenaient l'Enquête sociale générale, la Base de données longitudinales sur l'immigration et les enquêtes postcensitaires. 		

Section I : Survol de l'organisation

Des données sur les intrants, les extrants et les résultats du système d'éducation ont été publiées en combinant des données provenant d'enquêtes auprès des ménages, de sources provinciale et territoriale, ainsi que des établissements d'enseignement postsecondaire. Le Centre canadien de la statistique juridique est demeuré le pivot d'un partenariat fédéral-provincial-territorial en vue de recueillir des données sur la nature et la portée de la criminalité, ainsi que l'administration de la justice civile et pénale au Canada. Des données et des analyses statistiques sur l'état de santé des Canadiens ont été publiées d'après l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, qui est permanente, et l'Enquête canadienne sur les mesures de la santé. Les statistiques de l'état civil du Canada et du Registre canadien du cancer ont été tenues à jour. Des publications de prestige dont *Tendances sociales canadiennes* et *L'emploi et le revenu en perspective* ont été produites. D'autres publications, telles que *Rapports sur la santé*, la série de documents de recherche de la Direction des études analytiques, *Aperçus économiques* et divers documents de travail, ont également été produites.

- **Augmenter le soutien pour les principaux besoins et initiatives stratégiques** : Un carnet de route d'information sur la justice a été produit en collaboration avec les principaux intervenants des gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi qu'avec Justice Canada et Sécurité publique Canada. Le carnet de route présente une vision d'un système national d'information sur la justice et indique quelles ressources sont nécessaires pour le réaliser. Le carnet de route comprend un aperçu des besoins clés d'information et des lacunes statistiques actuelles qu'il faut combler pour satisfaire aux exigences actuelles et futures en matière de données des responsables de l'élaboration des politiques dans le domaine de la justice. Les travaux se sont poursuivis en collaboration avec Ressources humaines et Développement des compétences Canada en vue d'adopter une approche plus souple et sensible pour répondre aux besoins de données de cet organisme. L'élaboration d'un cadre pour la statistique de l'éducation au Canada s'est poursuivie et le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes a été mis en œuvre avec l'appui de divers organismes fédéraux, provinciaux, territoriaux et autres. Le Centre canadien d'élaboration de données et de recherches économiques (CDRE) a été créé pour faciliter l'accès aux données par les responsables de l'élaboration des politiques fédérales, et ce, dans un environnement robuste et sécurisé, afin de répondre aux besoins permanents d'information stratégique sur les questions commerciales et économiques. Le CDRE sera officiellement annoncé au milieu universitaire en octobre 2012.

<p>Priorité : Effectuer le Recensement de la population, le Recensement de l'agriculture et l'Enquête nationale auprès des ménages</p>	<p>Type¹ : Permanente</p>	<p>Activité de programme : Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Effectuer le Recensement de la population et l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011 : Le recrutement et la formation d'environ 35 000 employés sur le terrain et employés responsables du traitement des données ont été achevés. Un programme d'information publique a été mis en œuvre. Les opérations de collecte des données et de traitement des questionnaires reçus ont été achevées. Des études de la qualité des données ont été lancées. La première diffusion des données du Recensement de 2011 (les chiffres de population et des logements) a eu lieu le 8 février 2012. • Effectuer le Recensement de l'agriculture de 2011 : Un programme d'information publique a été mis en œuvre. Les opérations de collecte des données et de traitement des questionnaires reçus ont été achevés. Des études de la qualité des données ont été lancées. 		
<p>Priorité : Poursuivre le renouvellement des programmes statistiques</p>	<p>Type¹ : Permanente</p>	<p>Activités de programme : Statistique économique, statistique sociale, statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Renouveler le Système de comptabilité nationale : Une nouvelle structure a été établie pour les produits des Comptes nationaux et de nouveaux produits ont été définis. La documentation sur les modifications apportées aux concepts, à la structure et aux produits a été produite. Des renseignements 		

sur les changements apportés à la structure et aux produits ont été communiqués aux utilisateurs afin de les préparer à la publication des nouvelles estimations.

- **Moderniser le programme de la statistique des finances publiques :** La documentation sur la première phase de la nouvelle norme du Fonds monétaire international a été préparée et cette première phase a été mise en œuvre. Des activités de sensibilisation et de formation sur les nouvelles normes comptables et la nouvelle classification ont été proposées aux principaux intervenants. Un processus d'assurance de la qualité a été établi pour les données qui seront fournies pour l'application de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*. Le calendrier de publication définitif a été établi pour le reste du programme de données.
- **Améliorer le programme de l'Indice des prix à la consommation (IPC) afin de mieux refléter les habitudes de dépense actuelles :** Les modèles de pondération de 2009 fondés sur les variations des habitudes de dépense entre 2005 et 2009 ont été intégrés dans le calcul de l'IPC pour le mois de mai 2011. L'échantillon de produits a été augmenté de 3 500 relevés de prix par mois afin de mieux refléter les prix payés par les Canadiens pour l'achat de biens et de services. Une nouvelle méthode d'ajustement a été introduite pour tenir compte de la qualité pour 28 produits, et des essais pilotes d'ajustement de l'échantillon et de la qualité ont été réalisés en prévision d'une mise en œuvre future. Les objectifs de recrutement du projet ont été atteints et deux nouvelles initiatives de formation ont été déployées (un cours sur les indices des prix et un forum d'évaluation des données).
- **Refléter les changements apportés aux normes comptables dans les programmes d'enquête :** Durant le quatrième trimestre de 2011, la deuxième vague de banques (celles dont l'exercice se termine en octobre) ont adopté les normes internationales d'information financière (normes IFRS). Pour le Relevé trimestriel des états financiers, elles ont fourni des états financiers conformes aux normes IFRS, y compris un document d'information spécial et unique sur les IFRS. Outre les banques, la conversion aux normes IFRS a été adoptée dans une large mesure par les industries suivantes :
 - titres, contrats de marchandises et autres activités d'investissement financier et activités connexes;
 - intermédiaires financiers n'acceptant pas de dépôts;
 - services immobiliers et de location à bail;
 - extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien;
 - fabrication.

Le passage aux normes IFRS se poursuit dans les secteurs des assurances, des entreprises à tarifs réglementaires, des fonds autres que les fonds de retraite et des instruments financiers, ainsi que des sociétés d'investissement et des fonds distincts. Le secteur des fonds a retardé le passage aux normes IFRS de 2013 à 2014. Donc, la collecte des données importantes conformément aux IFRS pour les entreprises qui adoptent volontairement ces normes ou les normes comptables applicables aux entreprises à capital fermé est en cours, mais n'est pas encore achevée. En outre, les modifications apportées aux états financiers par suite de l'adoption des IFRS nécessiteront l'ajustement des outils de collecte de Statistique Canada, qui comprennent maintenant 15 types de questionnaires, sans compter les questionnaires s'adressant aux banques. La Division de l'organisation et des finances de l'industrie procède à un examen du contenu en vue de résoudre cette question.

- **Commencer le remaniement de l'Enquête sur la population active (EPA) :** Une étude de faisabilité a été menée en vue de comprendre les divers outils d'enquête communs et le nouvel environnement de traitement des enquêtes sociales afin de déterminer la façon de les adapter aux besoins opérationnels de l'EPA. Un carnet de route a été établi pour le transfert des systèmes existants et des exigences de l'EPA dans l'environnement intégré des outils communs. Les exigences en matière de ressources pour les années à venir ont été déterminées en vue de faire évoluer l'EPA vers un environnement de traitement commun.
- **Entreprendre le cycle de 2012 de l'Enquête sur la sécurité financière (ESF) :** Les principaux intervenants ont été consultés au début de l'exercice 2011-2012 afin d'établir le contenu définitif de l'ESF de 2012. Le matériel et les systèmes liés à la collecte des données de l'enquête ont été mis au point afin d'être prêts pour la collecte à l'automne de 2012. La stratégie de traitement des données a été

Section I : Survol de l'organisation

établie, de même que des plans provisoires de diffusion des données de l'enquête de 2012.

- **Effectuer un essai pilote de déclaration des données en ligne pour les enquêtes-ménages :** Le prototype d'une application de réponse en ligne aux enquêtes-ménages a été évalué. Le questionnaire de l'Enquête sociale générale a fait l'objet d'un essai pilote, y compris une option en ligne. Les résultats de l'essai pilote ont été analysés. Un prototype d'application de réponse en ligne à l'EPA a été développé et soumis à des essais qualitatifs afin d'en évaluer le contenu, la fonctionnalité et la convivialité. Les résultats des essais qualitatifs ont été analysés et le questionnaire électronique de l'EPA a été amélioré en se fondant sur les résultats de l'analyse.
- **Étendre l'utilisation des données administratives à des fins statistiques :** En s'appuyant sur l'Initiative sur les données longitudinales administratives et sur la santé, l'organisme a examiné l'utilisation des services de soins de santé chez des groupes importants, tels que les Canadiens âgés, les immigrants et les Autochtones. Des données sur le stade des tumeurs ont été ajoutées au Registre canadien du cancer pour les types de cancer courants, en collaboration avec les registres provinciaux du cancer et le Partenariat canadien contre le cancer. On a exploré la possibilité de produire davantage de données sur de petits domaines et d'établir de nouvelles pistes de recherche en appariant les données à celles d'autres enquêtes ou de source administrative. Une étude de faisabilité a été réalisée afin de mieux utiliser la Base de données longitudinales sur les immigrants pour produire des statistiques. Une gamme de nouveaux produits de données a été mise au point, dont des bases de données au niveau de l'industrie qui sont utilisées pour la production des données du programme de la productivité multifactorielle, ainsi que des bases de microdonnées couplées sur les entreprises qui sont essentielles à la recherche sur la dynamique des entreprises, au calcul du PIB selon la taille de l'entreprise et à la réalisation d'enquêtes sur l'innovation et la stratégie des entreprises. Des modèles de microsimulation intégrant des données provenant de diverses sources ont été créés pour évaluer l'incidence de la conjoncture démographique, économique, sociale et sanitaire ou les comportements dans ces domaines sur les divers résultats observés à l'échelle de la population. Cette dernière activité aidera à répondre aux questions stratégiques importantes et à analyser l'incidence des changements stratégiques.
- **Évaluer de nouvelles approches méthodologiques pour les recensements de 2016 :** Les exigences constitutionnelles et légales ont été déterminées pour les recensements de 2016. Différentes approches méthodologiques d'exécution des recensements ont été examinées. Les principaux intervenants ont été consultés pour obtenir leur avis sur des questions de pertinence des données, d'accès aux données et de protection de la vie privée. Diverses options méthodologiques ont été élaborées pour les recensements de 2016.
- **Étudier la faisabilité de l'utilisation des données fiscales pour les futurs recensements de l'agriculture :** En s'appuyant sur les études entreprises en se servant des données du Test du recensement de 2009, Statistique Canada s'est servi des données du Recensement de l'agriculture de 2011 pour peaufiner les méthodes de couplage de données et l'analyse de la cohérence et de la compatibilité des données du recensement et des données fiscales, ainsi que pour déterminer l'incidence de l'utilisation de données fiscales au lieu de données de recensement. Statistique Canada a également examiné son programme de la statistique de l'agriculture et présenté les résultats dans un rapport. L'examen comprenait l'étude des exigences en matière de données agricoles à plusieurs niveaux, ainsi que l'examen des programmes de recensement et d'enquêtes agricoles en place à l'étranger. L'examen comprenait aussi l'évaluation d'options pour un futur modèle du programme de la statistique de l'agriculture. Les résultats serviront de fondement à des études plus détaillées durant l'année à venir.

Priorité : Améliorer les processus opérationnels de l'organisme et intégrer davantage son infrastructure organisationnelle axée sur les résultats

Type¹ :
Permanente

Activité de programme : Services internes

- **Intégrer davantage les activités de gestion, de planification et d'évaluation des risques :** Le registre des risques et le profil de risque de l'organisme ont été mis à jour en se fondant sur les registres

des risques des secteurs de programme. Le processus de gestion intégrée des risques et le profil des risques de l'organisme ont été examinés par le Comité ministériel de vérification. L'intégration de la gestion des risques dans le processus de planification intégrée s'est poursuivie. L'amélioration du cadre de mesure du rendement s'est poursuivie. Après l'exécution d'un essai pilote à l'échelle de l'organisme, la mise en œuvre complète du Cadre de gestion des projets de l'organisme a été achevée le 1^{er} avril 2012. Le processus d'évaluation de l'organisme a été renforcé et un plan quinquennal continu d'évaluation des dépenses de programmes directes a été établi.

- **Élaborer et financer un plan pluriannuel d'immobilisations afin d'assurer l'efficacité, la continuité et la qualité de l'ensemble des programmes statistiques et de soutien :** Le plan d'investissement ministériel intégré de cinq ans couvrant tous les actifs, les services acquis et les projets a été approuvé par le Secrétariat du Conseil du Trésor. L'Évaluation de la capacité organisationnelle de gestion de projet et les Évaluations de la complexité et des risques des projets ont été menées à terme, y compris les éléments justificatifs de tous les projets inclus dans le plan d'investissement. Un document décrivant une perspective des investissements prévus dans l'ensemble de l'organisme au cours de la prochaine décennie a été rédigé et intégré dans le processus de planification stratégique.
- **Harmoniser la capacité en ressources humaines avec la stratégie d'investissement à long terme :** Les objectifs de l'organisme en matière de ressources humaines ont été harmonisés avec les priorités du gouvernement du Canada, les objectifs de renouvellement de la fonction publique et le nouveau plan d'investissement ministériel. Le recrutement de 40 107 employés a été achevé pour exécuter le Recensement de la population, le Recensement de l'agriculture et la nouvelle Enquête nationale auprès des ménages de 2011 — 2 528 employés aux termes du décret d'exclusion concernant l'emploi pour une période déterminée relatif au recensement et aux enquêtes, et 37 579 employés aux termes de la *Loi sur la statistique*. Les programmes de recrutement et de perfectionnement ont été révisés en vue d'établir et de soutenir l'effectif de l'organisme. Des programmes de formation révisés ont été mis en œuvre à l'intention des nouveaux cadres. Les activités de la deuxième année du plan quinquennal d'équité en matière d'emploi ont été mises en œuvre dans les domaines du recrutement, de l'apprentissage et de la formation linguistique, afin de favoriser un effectif diversifié. Un modèle de dotation collective plus adapté a été conçu et mis en œuvre pour répondre aux besoins opérationnels.
- **Renforcer le cadre de gestion intégrée de l'information statistique (GI) de l'organisme :** Un pas important a été accompli vers la mise en œuvre des directives sur la gestion des fichiers de microdonnées statistiques et l'établissement d'une nouvelle directive sur la gestion des statistiques agrégées. Un projet pilote en vue de déterminer quelles sont les ressources en information ayant une valeur opérationnelle a été réalisé : il s'agit d'une étape importante vers le respect de la Directive sur la tenue de documents du Conseil du Trésor. Des programmes de formation et de sensibilisation sur les politiques et les stratégies de GI ont été offerts. En particulier, la création d'un groupe de liaison et d'un site intranet consacré à la GI a accru sensiblement le degré de sensibilisation de tous les secteurs de programme, ainsi que leur détermination à élaborer et mettre en œuvre des initiatives de GI et à suivre les directives de l'organisme.
- **Consolider les fonctions d'approvisionnement, de gestion et de mise à jour en continu des équipements de bureau de l'organisme :** Le cycle de remplacement approprié a été déterminé pour chaque type de matériel. Une stratégie financière a été élaborée pour s'assurer de la viabilité à long terme du service centralisé. Pour chaque type de matériel, une stratégie d'approvisionnement a été élaborée en vue de réduire au minimum les coûts pour l'organisme tout en veillant à répondre aux besoins des utilisateurs en ce qui concerne le rendement du matériel. La stratégie d'approvisionnement a été mise en œuvre en veillant à ce que les livraisons soient faites dans les délais prévus. Les processus nécessaires pour soutenir le service au fil du temps ont été mis en œuvre.
- **Procéder à une revue approfondie du modèle de diffusion :** Le 1^{er} février 2012, Statistique Canada a éliminé tous les frais d'utilisation pour les données disponibles sur son site Web, y compris celles de la base de données statistiques CANSIM. L'interface de CANSIM a fait l'objet d'importantes améliorations de la convivialité. Les outils des médias sociaux et d'autres outils en ligne ont été mis en œuvre afin de

rester en contact avec les utilisateurs et de mieux comprendre leurs exigences et leurs attentes. D'importantes consultations ont été menées auprès des utilisateurs afin de mieux comprendre la façon dont le modèle de diffusion actuel répond à leurs besoins et de déterminer les priorités d'amélioration.

1. Les différents types de priorités sont les suivants : « priorité déjà établie » — établie au cours du premier ou du deuxième exercice précédant l'exercice visé par le rapport; « priorité permanente » — établie au moins trois exercices précédant l'exercice visé par le rapport; « priorité nouvelle » — établie au cours de l'exercice visé par le RMR.

Analyse des risques

La confiance qu'ont les membres du public dans la qualité et l'objectivité des données de Statistique Canada est un pilier fondamental de l'organisme. En 2011-2012, Statistique Canada a mené ses activités de collecte des données les plus importantes et les plus visibles, à savoir le Recensement de la population et la nouvelle Enquête nationale auprès des ménages à participation volontaire. Les taux de réponse visés étaient de 98 % et plus pour le Recensement de la population et de 50 % et plus pour l'Enquête nationale auprès des ménages. Les stratégies adoptées afin d'atténuer toute diminution dans les taux de réponse, y compris la mobilisation proactive des répondants et la gestion dynamique des opérations de collecte, ont produit des taux de réponse à la collecte de 98,1 % pour le recensement et de 69,3 % pour l'Enquête nationale auprès des ménages. L'évaluation et l'analyse des indicateurs de la qualité des données, en particulier aux faibles niveaux d'agrégation géographique et pour des sous-populations particulières, se poursuivront en 2012-2013.

Dans le Profil de risque organisationnel de l'organisme établi pour 2010-2011, les modifications apportées aux lois, aux exigences législatives en matière de données ou aux partenariats fédéraux-provinciaux étaient considérées comme des sources possibles de risque concernant la portée, la qualité ou l'actualité des données disponibles pour le programme statistique national. Cependant, aucun effet indésirable ne s'est concrétisé dans ces domaines. Le Profil de risque organisationnel signalait également un risque concernant les recettes en provenance d'autres ministères et organismes gouvernementaux, ce qui pourrait réduire les ressources à la disposition de l'organisme. Malgré une hausse des revenus provenant du recouvrement des coûts enregistrée en 2011-2012 par rapport à 2009-2010 et à 2010-2011, une diminution des revenus provenant du recouvrement des coûts est prévue pour 2012-2013. Un réaménagement des effectifs pourrait être nécessaire.

Le modèle de gestion intégrée des risques de Statistique Canada brosse le tableau des risques à l'échelle de l'organisme grâce à la tenue à jour d'un registre détaillé des risques et d'une analyse du Profil de risque organisationnel axé sur les risques opérationnels et stratégiques que court l'organisme. En 2011-2012, les perfectionnements du modèle comprenaient l'utilisation d'une variété de données d'entrée pour élaborer un Profil de risque organisationnel, tels que les examens de programme menés par le Secrétariat de la qualité interne, les recommandations découlant des vérifications fondées sur le risque et les registres des risques des secteurs de programme. Les principaux risques

organisationnels et les stratégies d'atténuation connexes ont été décrits clairement et des responsables de la haute direction ont été chargés de veiller à ce que les plans d'action soient mis en œuvre. Le Comité ministériel de vérification a examiné le processus de gestion des risques et le Profil de risque organisationnel et a fourni des idées en vue de les améliorer.

Sommaire du rendement

Le programme statistique de Statistique Canada compte deux sources de financement, à savoir les crédits parlementaires directs et les activités menées en recouvrement des coûts. Ces dernières années, les revenus d'activités menées en recouvrement des coûts dont il a pu disposer (revenus disponibles) représentaient généralement plus de 100 millions de dollars du total des ressources de l'organisme par année. Une part importante de ces revenus dont il peut disposer proviennent de ministères fédéraux et servent à financer des projets statistiques particuliers. L'évaluation provisoire de Statistique Canada indique que les revenus d'activités menées en recouvrement des coûts pourraient être réduits d'un montant pouvant aller jusqu'à 20 millions de dollars en 2012-2013.

Tableau 2 Ressources financières pour 2011-2012 (en milliers de dollars)

Dépenses prévues	Autorisations totales*	Dépenses réelles*
747 595	795 992	744 112
*Ces données ne comprennent pas les montants transférés à Services partagés Canada.		

Nota : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre ou dans un même tableau. Les montants des dépenses sont nets des revenus disponibles.

Tableau 3 Ressources humaines pour 2011-2012 (équivalents temps plein [ETP])

Prévues	Réelles	Écart
6 461	6 345	116

Nota : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre ou dans un même tableau.

Le total de 6 345 ETP susmentionné comprend environ 750 ETP de fonctionnaires de l'extérieur de la région de la capitale nationale (RCN) et répartis au Canada (cet effectif complémentaire est supérieur à la moyenne habituelle, car il comprend les besoins temporaires pour le recensement). Ne sont pas inclus dans ce total de 6 345 ETP environ 2 300 intervieweurs qui travaillent à l'extérieur de la RCN. Ces intervieweurs sont des travailleurs à temps partiel dont les semaines de travail varient selon le volume de travail de collecte disponible; ils sont recrutés en vertu de la *Loi sur la statistique* sous l'autorité du ministre de l'Industrie. Les intervieweurs sont couverts par deux conventions collectives distinctes et sont employés par l'intermédiaire des Opérations des enquêtes statistiques. La production de bon nombre des principaux produits de Statistique Canada

dépend fortement de la collecte et de l'analyse des données, et de l'administration de ces activités dans les régions.

Tableau 4 Progrès réalisé par rapport au résultat stratégique

Résultat stratégique																	
Les Canadiens ont accès à des données statistiques récentes, pertinentes et de qualité sur l'évolution de l'économie et de la société canadiennes pour éclairer les débats, la recherche et les prises de décisions portant sur les questions économiques et sociales.																	
Indicateurs de rendement¹	Cibles	Rendement de 2011-2012															
Pages de publications électroniques vues — nombre et variation annuelle en pourcentage	Augmentation annuelle supérieure à 5 %	<p>Le nombre de pages vues a augmenté de 1 % de 2010-2011 à 2011-2012. En général, les mesures Web pour l'exercice écoulé indiquent une diminution de la consultation des anciennes publications et une augmentation de la consultation des nouvelles publications. Les anciennes publications présentes sur le site Web de Statistique Canada ont été archivées en juin 2011 et la fonction de recherche de la page d'accueil exclut ces publications des résultats par défaut. Il s'agit d'un progrès pour les utilisateurs du site Web de Statistique Canada qui peuvent maintenant trouver le contenu le plus récent pour commencer, mais peuvent faire des recherches dans l'ancien contenu s'ils le souhaitent.</p> <p>Nombre de pages vues (en milliers) et variation en pourcentage, exercices 2007-2008 à 2011-2012 :</p> <table border="1"> <tr> <td>2007-2008</td> <td>5 930</td> <td>18</td> </tr> <tr> <td>2008-2009</td> <td>7 581</td> <td>28</td> </tr> <tr> <td>2009-2010</td> <td>7 898</td> <td>4</td> </tr> <tr> <td>2010-2011</td> <td>9 960</td> <td>26</td> </tr> <tr> <td>2011-2012</td> <td>10 043</td> <td>1</td> </tr> </table>	2007-2008	5 930	18	2008-2009	7 581	28	2009-2010	7 898	4	2010-2011	9 960	26	2011-2012	10 043	1
2007-2008	5 930	18															
2008-2009	7 581	28															
2009-2010	7 898	4															
2010-2011	9 960	26															
2011-2012	10 043	1															
Taux de réussite de la recherche d'information sur le site Web de Statistique Canada	65 % des visiteurs interrogés ont trouvé ce qu'ils cherchaient	Le taux de visiteurs satisfaits était de 70 % pour le programme de la statistique économique, de 69 % pour la statistique sociale, et de 70 % pour la statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones. Ces résultats reflètent les efforts en vue d'accroître l'efficacité du site Web.															
Facilité de la recherche d'information sur le site Web de Statistique Canada	70 % des visiteurs interrogés se sont dits satisfaits	Le taux de visiteurs satisfaits était de 70 % pour le programme de la statistique économique, de 75 % pour la statistique sociale, et de 69 % pour la statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones. Ces résultats sont attribuables aux efforts en vue d'accroître l'efficacité du site Web.															
Satisfaction au sujet du site Web	Nouvel indicateur	Le taux de visiteurs satisfaits était de 67 % pour le programme de la statistique économique, de 67 % pour la statistique sociale, et de 65 % pour la statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones.															

Section I : Survol de l'organisation

Résultat stratégique

Les Canadiens ont accès à des données statistiques récentes, pertinentes et de qualité sur l'évolution de l'économie et de la société canadiennes pour éclairer les débats, la recherche et les prises de décisions portant sur les questions économiques et sociales.

Indicateurs de rendement ¹	Cibles	Rendement de 2011-2012
Séries de données téléchargées de la base de données en ligne CANSIM — nombre et variation annuelle en pourcentage	Augmentation annuelle supérieure à 5 %	Les indicateurs ne sont pas disponibles, car Statistique Canada est dans une année de transition vers l'accès gratuit aux données de CANSIM.

1. Pour les définitions des indicateurs, consulter la section IV.

Tableau 5a Sommaire du rendement, à l'exclusion des Services internes

Activité de programme	Dépenses réelles en 2010-2011	2011-2012 (en milliers de dollars)				Concordance avec les résultats du gouvernement du Canada
		Budget principal des dépenses	Dépenses prévues	Autorisations totales*	Dépenses réelles*	
Statistique économique	181 796	185 068	191 102	201 739	184 679	Un gouvernement fédéral transparent, responsable et sensible aux besoins des Canadiens
Statistique sociale	132 150	138 951	138 951	140 301	125 388	
Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones	169 313	334 905	334 905	350 936	340 205	
Total	483 259	658 924	664 958	692 976	650 272	

* Excluant les montants réputés appropriés à Services partagés Canada.

Tableau 5b Sommaire du rendement des Services internes

Activité de programme	Dépenses réelles en 2010-2011	2011-2012 (en milliers de dollars)			
		Budget principal des dépenses	Dépenses prévues	Autorisations totales*	Dépenses réelles*
Services internes	91 950	82 637	82 637	103 016	93 840

* Excluant les montants réputés appropriés à Services partagés Canada.

Nota : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre ou dans un même tableau. Les montants indiqués sont nets des revenus disponibles.

Les chiffres du budget principal des dépenses et des dépenses prévues représentent les niveaux de financement approuvés avant le début de l'exercice; les dépenses prévues pour 2011-2012 englobent les ajustements applicables associés aux initiatives concernant l'Indice des prix à la consommation et la taxe de vente harmonisée, contrairement au budget principal des dépenses pour 2011-2012. Le total des autorisations représente les dépenses prévues, corrigées de tous les changements de financement approuvés en cours d'exercice.

L'écart entre les autorisations totales et les dépenses réelles résulte principalement de différences d'échéancier des opérations dans les programmes qui couvrent plus d'un exercice.

Évaluation environnementale stratégique

Statistique Canada se conforme à la *Directive du Cabinet sur l'évaluation environnementale des projets de politiques, de plans et de programmes* en tenant compte des répercussions possibles sur l'environnement durant l'élaboration de projets de politiques, de plans et de programmes.

Profil des dépenses

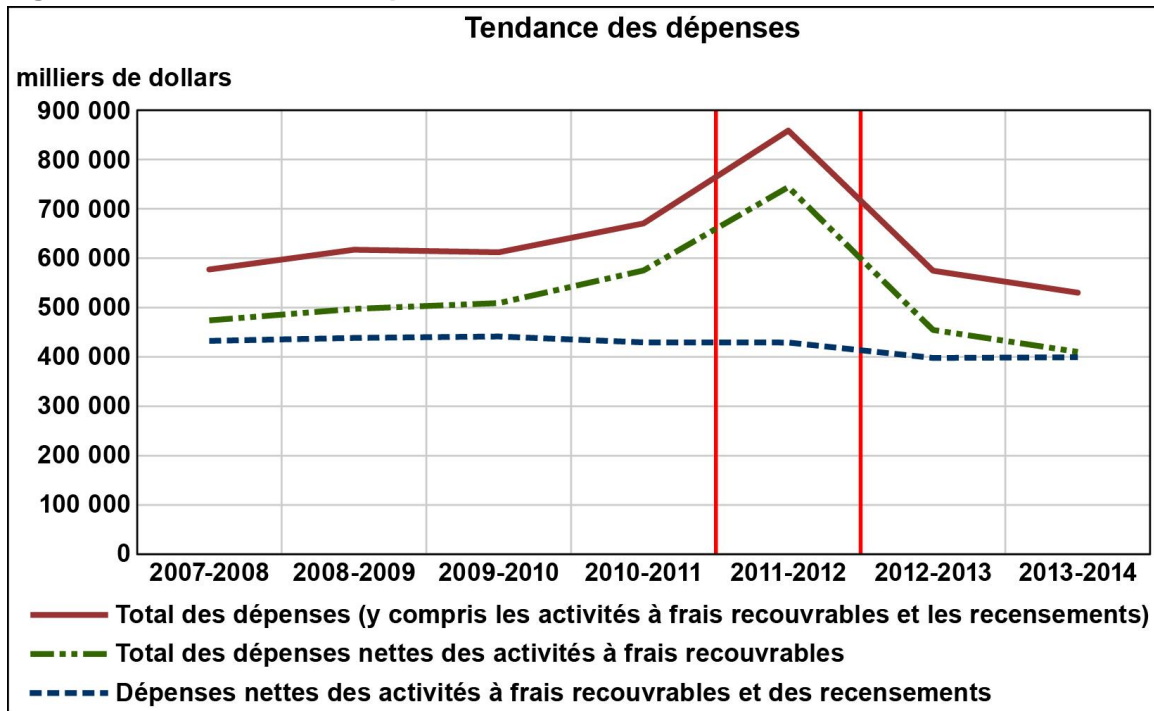
Plan d'action économique du Canada (PAEC)

Pour 2011-2012, Statistique Canada n'a pas de rapport à faire pour des projets découlant du PAEC.

Tendances des dépenses de l'organisme

La figure 2 montre la tendance sur sept ans des dépenses totales de Statistique Canada, ainsi que de ses dépenses nettes des revenus disponibles.

Figure 2 Tendances des dépenses ministérielles, 2007-2008 à 2013-2014



Nota : Les dépenses totales comprennent les revenus disponibles provenant des activités à recouvrement des coûts. Les dépenses nettes sont égales aux dépenses totales moins les dépenses liées aux programmes à recouvrement des coûts.

Comme l'indique la figure 2, les dépenses totales et les dépenses nettes ont augmenté en 2010-2011, ont atteint un sommet en 2011-2012 lors de la tenue du Recensement de la population de 2011, de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) et du Recensement de l'agriculture de 2011, et, selon les projections, diminueront fortement en 2012-2013 avec la réduction progressive de ces activités. Cette tendance cyclique est un aspect caractéristique du fonctionnement de l'organisme.

La figure 2 montre aussi que, nettes du recouvrement des coûts, des recensements et de l'ENM, les dépenses demeurent relativement stables au cours du cycle septennal. Le financement des augmentations économiques ordinaires des salaires et les nouvelles dépenses pour des initiatives telles que les Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement, le Secrétariat de la taxe de vente harmonisée et l'Indice des prix à la consommation ont été compensés par des réductions des dépenses, y compris celles découlant du processus d'examen stratégique en 2007, des économies en matière d'approvisionnement et d'autres mesures de compression des coûts. La diminution des dépenses, nettes du recouvrement des coûts et du recensement, projetée pour 2012-2013 est principalement attribuable au transfert des services de courrier électronique, de centres de données et de réseaux ainsi que des services de télécommunications à Services partagés Canada.

Budget des dépenses par crédit voté

Pour plus de renseignements sur les crédits organisationnels et/ou les dépenses législatives de Statistique Canada, veuillez consulter les Comptes publics du Canada 2012 (Volume II). Vous trouverez une version électronique des Comptes publics sur le site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/txt /72-fra.html>.

Résultat stratégique

Toutes les activités de programme de Statistique Canada sont entreprises en vue d'appuyer le résultat stratégique suivant :

Résultat stratégique

Les Canadiens ont accès à des données statistiques récentes, pertinentes et de qualité sur l'évolution de l'économie et de la société canadiennes pour éclairer les débats, la recherche et les prises de décisions portant sur les questions économiques et sociales.

La présente section décrit les activités de programme de Statistique Canada, ainsi que les ressources financières et non financières disponibles pour chacune d'elles. Elle comprend une évaluation du rendement et les leçons apprises pour chacune des quatre activités de programme :

- Statistique économique
- Statistique sociale
- Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones
- Services internes.

Activité de programme 1 : Statistique économique

Description de l'activité de programme¹

Le programme de la statistique économique a pour objectif de créer une source fiable, pertinente et exhaustive d'information sur l'ensemble de l'économie canadienne, afin d'éclairer le débat public concernant les questions économiques; d'appuyer l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques économiques; et de guider les entreprises dans leurs décisions. Ce programme représente la principale source d'information pour l'élaboration des politiques fiscales et monétaires du pays et pour l'étude de l'évolution économique des industries et des régions au Canada. L'information produite permet de tenir un débat public éclairé sur les enjeux économiques courants qui suscitent des préoccupations et de l'intérêt. Ces données sont essentielles pour la recherche et l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques économiques par un certain nombre de ministères et d'organismes fédéraux, comme la Banque du Canada, le ministère des Finances Canada, Industrie Canada, Affaires étrangères et Commerce international Canada et Transports Canada, ainsi que par les gouvernements provinciaux et territoriaux, et elles sont utilisées de façon exhaustive par le secteur privé pour la planification opérationnelle et la prise de décisions. Les données du programme appuient en outre les exigences de la loi et les instruments de réglementation. Les statistiques produites portent notamment sur le produit intérieur brut, la production, les coûts, les ventes, la productivité et les prix pour les secteurs industriels, les flux et les stocks de

Section II : Analyse des activités de programme par résultat stratégique

capital fixe et d'immobilisations, les finances et les échanges internationaux, les questions environnementales liées à la pollution et aux actifs naturels, les activités consistant à réduire les dommages causés à l'environnement et la part du capital étranger dans l'économie du Canada.

Tableau 6 Ressources financières pour 2011-2012 (en milliers de dollars)

Dépenses prévues	Autorisations totales*	Dépenses réelles*
191 102	201 739	184 679
* Excluant les montants réputés appropriés à Services partagés Canada.		

Nota : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre ou dans un même tableau. Les montants des dépenses sont nets des revenus disponibles.

Tableau 7 Ressources humaines pour 2011-2012 (équivalents temps plein [ETP])

Prévues	Réelles	Écart
2 266	2 001	265

Nota : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre ou dans un même tableau.

1. Une description plus détaillée de cette activité de programme et les dates prévues de diffusion sont disponibles aux adresses suivantes : <http://www.statcan.gc.ca/about-aperçu/structure/paa-aap-fra.htm> et <http://www.statcan.gc.ca/release-diffusion/index-fra.htm>.

Tableau 8 Indicateurs de rendement pour la statistique économique

Résultats attendus	Indicateurs de rendement ¹	Cibles	Résultats obtenus															
Les statistiques produites par Statistique Canada sont disponibles grâce à une vaste gamme de supports média et d'activités facilement accessibles.	Pages de publications électroniques vues — nombre et variation annuelle en pourcentage	Augmentation annuelle supérieure à 5 %	Le nombre de pages vues a baissé de 10 % de 2010-2011 à 2011-2012. La diminution globale de l'accès aux publications électroniques semble résulter de la consultation moins fréquente des anciens produits (archivés), neutralisée en partie par l'augmentation du nombre de publications économiques diffusées l'année dernière. Nombre de pages vues (en milliers) et variation en pourcentage, exercices 2007-2008 à 2011-2012 : <table border="1"> <tr> <td>2007-2008</td> <td>2 209</td> <td>32</td> </tr> <tr> <td>2008-2009</td> <td>2 989</td> <td>35</td> </tr> <tr> <td>2009-2010</td> <td>2 928</td> <td>-2</td> </tr> <tr> <td>2010-2011</td> <td>3 605</td> <td>23</td> </tr> <tr> <td>2011-2012</td> <td>3 237</td> <td>-10</td> </tr> </table>	2007-2008	2 209	32	2008-2009	2 989	35	2009-2010	2 928	-2	2010-2011	3 605	23	2011-2012	3 237	-10
	2007-2008	2 209	32															
2008-2009	2 989	35																
2009-2010	2 928	-2																
2010-2011	3 605	23																
2011-2012	3 237	-10																
Taux de réussite de la recherche d'information sur le site Web de Statistique Canada	65 % des visiteurs interrogés ont trouvé ce qu'ils cherchaient	70 % des visiteurs interrogés ont trouvé ce qu'ils cherchaient. 2010-2011 : 62 % 2011-2012 : 70 %																

Section II : Analyse des activités de programme par résultat stratégique

Résultats attendus	Indicateurs de rendement ¹	Cibles	Résultats obtenus															
	Facilité de recherche de l'information sur le site Web de Statistique Canada	70 % des visiteurs interrogés se sont dits satisfaits	70 % des visiteurs interrogés ont déclaré qu'il était assez facile ou très facile de trouver l'information recherchée. 2010-2011 : 65 % 2011-2012 : 70 %															
	Satisfaction au sujet du site Web	Nouvel indicateur	67 % des visiteurs interrogés qui cherchaient des statistiques économiques ont dit être satisfaits ou très satisfaits du site Web.															
Les Canadiens sont conscients de la disponibilité de ces statistiques et de leur grande qualité, ainsi que du professionnalisme et de l'objectivité de Statistique Canada.	Séries de données téléchargées de la base de données en ligne CANSIM — nombre et variation annuelle en pourcentage	Augmentation annuelle supérieure à 5 %	Les indicateurs ne sont pas disponibles, car Statistique Canada est dans une année de transition vers l'accès gratuit aux données de CANSIM.															
	Pourcentage de produits statistiques qui répondent aux niveaux établis d'exactitude de l'échantillonnage	95,0 % des principaux produits statistiques satisfont aux niveaux d'exactitude établis	L'exactitude de l'échantillonnage de 95,8 % des principaux produits statistiques du programme de la statistique économique était conforme aux objectifs établis. Exactitude de l'échantillonnage conforme aux objectifs établis, 2007-2008 à 2011-2012 : <table border="1"> <tr> <td>2007-2008</td> <td>96,5</td> </tr> <tr> <td>2008-2009</td> <td>95,5</td> </tr> <tr> <td>2009-2010</td> <td>96,0</td> </tr> <tr> <td>2010-2011</td> <td>96,8</td> </tr> <tr> <td>2011-2012</td> <td>95,8</td> </tr> </table>	2007-2008	96,5	2008-2009	95,5	2009-2010	96,0	2010-2011	96,8	2011-2012	95,8					
2007-2008	96,5																	
2008-2009	95,5																	
2009-2010	96,0																	
2010-2011	96,8																	
2011-2012	95,8																	
Efficiences organisationnelles	Enquêtes-entreprises utilisant des données fiscales, administratives — nombre et variation en pourcentage	Augmentation continue	48 enquêtes-entreprises, soit 22 % du total, ont utilisé des données fiscales ou administratives en 2011-2012. Le nombre d'enquêtes-entreprises et d'enquêtes agricoles utilisant des données administratives a atteint un plateau. Statistique Canada rend maintenant possible l'utilisation de plus nombreuses données administratives en faisant des évaluations dans les domaines de l'agriculture et de l'énergie. L'organisme négocie aussi des partenariats avec les autres ministères fédéraux pour l'exploitation d'autres sources de données administratives en remplacement des données d'enquête. Nombre et pourcentage d'enquêtes-entreprises utilisant des données fiscales/administratives, exercices 2007-2008 à 2011-2012 : <table border="1"> <tr> <td>2007-2008</td> <td>42</td> <td>19</td> </tr> <tr> <td>2008-2009</td> <td>43</td> <td>20</td> </tr> <tr> <td>2009-2010</td> <td>47</td> <td>22</td> </tr> <tr> <td>2010-2011</td> <td>47</td> <td>22</td> </tr> <tr> <td>2011-2012</td> <td>48</td> <td>22</td> </tr> </table>	2007-2008	42	19	2008-2009	43	20	2009-2010	47	22	2010-2011	47	22	2011-2012	48	22
2007-2008	42	19																
2008-2009	43	20																
2009-2010	47	22																
2010-2011	47	22																
2011-2012	48	22																

Section II : Analyse des activités de programme par résultat stratégique

Résultats attendus	Indicateurs de rendement ¹	Cibles	Résultats obtenus										
	Indice du fardeau de réponse en nombre d'heures	60 ou moins	<p>Indice = 65</p> <p>Le fardeau de réponse demeure un sujet de préoccupation. Statistique Canada recherche toutes les possibilités de l'alléger en utilisant davantage les données administratives et la collecte électronique des données.</p> <p>Statistique Canada a allégé le fardeau de réponse de 35 % depuis 1991. Cette diminution est considérable.</p> <p>Indice du fardeau de réponse en nombre d'heures (1991 = 100)</p> <table> <tr> <td>2007-2008</td> <td>66</td> </tr> <tr> <td>2008-2009</td> <td>72</td> </tr> <tr> <td>2009-2010</td> <td>72</td> </tr> <tr> <td>2010-2011</td> <td>65</td> </tr> <tr> <td>2011-2012</td> <td>65</td> </tr> </table>	2007-2008	66	2008-2009	72	2009-2010	72	2010-2011	65	2011-2012	65
2007-2008	66												
2008-2009	72												
2009-2010	72												
2010-2011	65												
2011-2012	65												

1. Pour les définitions des indicateurs, consulter la section IV.

Sommaire du rendement et analyse de l'activité de programme

L'étendue et la qualité des statistiques économiques du Canada, ainsi que la réputation de qualité et d'intégrité de Statistique Canada font en sorte que les données sur l'économie canadienne sont considérées comme étant fiables sur la scène internationale.

À ce chapitre, l'activité de programme de la statistique économique a eu un très bon rendement en 2011-2012. Le programme a continué de produire des statistiques économiques de grande qualité grâce à ses programmes permanents et a poursuivi ses activités de renouvellement.

Les principaux produits statistiques de l'activité de programme de la statistique économique ont tous été diffusés à temps, conformément au calendrier de diffusion et aux objectifs d'exactitude établis.

La gestion de la macroéconomie du Canada par les politiques monétaires et budgétaires incombe au gouvernement fédéral. La Banque du Canada, le ministère des Finances, ainsi que des organismes internationaux tels que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Fonds monétaire international (FMI) s'attendent à ce que le bureau national de la statistique produise, en veillant au respect général des normes internationales, un ensemble complet et à jour d'indicateurs économiques pour orienter la politique macroéconomique.

Statistique Canada est reconnu internationalement pour sa production d'un ensemble complet et à jour d'indicateurs économiques de grande qualité. En mai 2010, un rapport de la Direction des statistiques de l'OCDE énumérait 28 catégories de mesures

statistiques (quatre de plus qu'en 2009) que les pays membres sont censés tenir à jour et déclarer. Selon le rapport, le Canada respectait entièrement les normes établies dans 22 catégories, se classant ainsi juste après l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis. Le respect des normes par le Canada s'est amélioré grâce à la fourniture de données sur le stock de capital par industrie, mais a diminué en ce qui a trait aux sondages d'opinion auprès des consommateurs et aux enquêtes de conjoncture auprès des entreprises, qui ne font pas partie du programme de Statistique Canada à l'heure actuelle. Un manque de conformité des données était souligné pour les statistiques mensuelles sur le commerce international de biens selon les sections de la Classification type pour le commerce international ainsi que pour deux nouvelles catégories liées aux statistiques structurelles et aux statistiques sur les entreprises. Toutefois, Statistique Canada a répondu rapidement, en 2011 et au début de 2012, aux nouvelles demandes dans le contexte des lacunes en matière de données du G20 en vue d'accroître la fréquence de publication des comptes financiers et des comptes du bilan, qui deviendra trimestrielle, et de fournir de nouveaux tableaux de données trimestrielles sur la dette du secteur public. Pour chacune de ces deux nouvelles demandes, le délai de production a été plus court que le minimum requis par l'OCDE.

Selon le rapport annuel de 2011 sur le respect de la Norme spéciale de diffusion des données (NSDD), le Canada satisfait à toutes les normes de mesure et de diffusion des comptes nationaux et d'autres statistiques économiques du FMI. Le Canada dépasse les exigences d'actualité et de fréquence des données pour la plupart des ensembles de données assujettis à la NSDD, en particulier ceux dont la production incombe à Statistique Canada. Ce dernier, la Banque du Canada et le ministère des Finances évaluent à l'heure actuelle les exigences découlant de la nouvelle Norme NSDD Plus du FMI, qui devrait être adoptée à la fin de 2012.

L'actualité des données est mesurée par le temps écoulé entre la fin de la période de référence et la diffusion des premières mesures du PIB. Même s'il se conforme à la norme du FMI (il diffuse ses données 60 jours après la fin de la période de référence, soit 30 jours avant la date limite fixée par le FMI), le Canada semble accuser un certain retard par rapport à d'autres pays du G7. La situation s'explique par le fait qu'il diffuse ses données sur le PIB en même temps que la base de données complète des Comptes nationaux, fournissant ainsi aux utilisateurs une estimation récente du PIB, tout en les aidant à comprendre le contexte global. De nombreux autres pays, dont les États-Unis, diffusent des estimations préliminaires ou « éclair » du PIB (la variable manchette) sans la base de données qui y est associée. La plupart des autres pays du G7 diffusent la base de données complète dans un délai de 75 à 90 jours après la période de référence.

Les révisions apportées aux indicateurs économiques sont une conséquence normale du processus de compilation des statistiques. Les premières données trimestrielles sur le PIB réel selon les revenus et les dépenses sont publiées environ 60 jours après la période de référence et fournissent des renseignements récents sur l'économie. Ces estimations initiales sont fondées sur les données disponibles au moment de la diffusion. Toutefois, cette information est parfois incomplète. Les estimations initiales sont révisées ou modifiées à mesure que des données sources plus complètes sont disponibles. Ces

estimations initiales doivent être fiables ou être de bonnes approximations de l'estimation finale.

Le Canada est deuxième au classement des pays du G7 en ce qui concerne le plus petit taux de révision. Toutefois, il existe un compromis entre l'actualité des données et leur exactitude, mesurée par les révisions moyennes du taux de croissance du PIB. Les utilisateurs canadiens sont consultés fréquemment afin d'obtenir leur avis sur ces compromis et ils se disent habituellement satisfaits du statu quo.

En 2012, Statistique Canada procédera à une révision complète des données du Système de comptabilité nationale du Canada. Cette révision comprendra l'intégration de la version la plus récente de la norme internationale, à savoir le SCN 2008. Le Canada est l'un des premiers pays à mettre en œuvre la nouvelle norme.

L'activité de programme de la statistique économique a continué d'utiliser de plus en plus de données administratives à la place de questionnaires.

Leçons retenues

Ce qui a bien fonctionné

Les activités d'analyse économique comprennent l'élaboration d'une gamme de produits de données pour l'organisme, dont les bases de données par industrie de référence utilisées pour exécuter le programme de la productivité multifactorielle, les bases de microdonnées couplées sur les entreprises qui sont essentielles à la recherche sur la dynamique des entreprises, les nouveaux produits destinés aux Comptes nationaux, comme le PIB par taille d'entreprise et les enquêtes sur l'innovation et la stratégie des entreprises. Les chercheurs de Statistique Canada publient de très nombreux articles dans la série de documents de recherche de la Direction des études analytiques, dans d'autres publications de l'organisme et dans des revues externes à comité de lecture. Un nouveau produit, intitulé *Aperçus économiques*, conçu en vue de répondre aux besoins d'information courants des clients, a été très bien accueilli.

Les troubles qui ont sévi en Libye l'année dernière ont considérablement perturbé l'approvisionnement en pétrole sur les marchés mondiaux. Aux termes d'obligations conventionnelles, les principaux pays fournisseurs de pétrole ont dû augmenter leur approvisionnement disponible afin de stabiliser les marchés et de réduire le risque de choc des prix. Afin de surveiller la réponse des marchés et d'éclairer les futures prises de décision, on a demandé aux principaux pays producteurs de pétrole, y compris le Canada, de recueillir d'urgence, de manière accélérée, des statistiques sur les quantités entrées en raffinerie et sur les stocks de pétrole. Les données mensuelles devaient être diffusées 15 jours après la période de déclaration — il fallait accélérer considérablement la collecte et la publication des données tout en veillant naturellement à maintenir leur qualité et leur intégralité. Le succès avec lequel Statistique Canada a relevé ce défi, grâce aux efforts du personnel du programme de la statistique de l'énergie, est un excellent exemple de la capacité de réaction et de la souplesse de l'organisme en réponse à des besoins inattendus et d'une grande priorité des clients.

Le présent programme canadien de la statistique agricole répond, dans une certaine mesure, aux exigences de base minimales énoncées dans le Programme mondial pour le Recensement de l'agriculture ainsi que dans la Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales, qui ont été élaborées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et par la Banque mondiale, et appuyées par la Commission statistique des Nations Unies. En 2011-2012, dans le cadre de son processus d'examen habituel et en réponse à de nouvelles questions, la Division de l'agriculture a procédé à un examen en profondeur de l'ensemble du programme de la statistique agricole, y compris le Recensement de l'agriculture. L'objectif de l'examen était de déterminer si le programme actuel de la statistique agricole répondait aux besoins des intervenants et s'il serait possible de réduire encore davantage le fardeau de réponse et les coûts. L'examen a révélé un certain nombre d'activités à explorer, telles que l'utilisation d'une plus grande quantité de données administratives et de la télédétection. Statistique Canada évaluera la faisabilité de ces activités durant l'année à venir.

Ce qui pourrait être amélioré et les mesures que nous prenons

Statistique Canada accorde une grande priorité à la réduction du fardeau de réponse et est devenu un partenaire actif et résolu du Secrétariat de la Commission sur la réduction de la paperasse. En réponse aux recommandations de la commission, Statistique Canada a dressé des plans d'action en vue de réduire encore davantage le fardeau administratif de ses enquêtes-entreprises, de réduire la redondance des demandes d'information financière et de renseignements sur la paye faites par divers ministères ou organismes, et d'examiner et de mettre à jour son matériel et ses méthodes de communication avec les participants aux enquêtes.

Activité de programme 2 : Statistique sociale

Description de l'activité de programme¹

Le programme de la statistique sociale vise à fournir des données intégrées et des analyses pertinentes concernant les caractéristiques économiques et sociales des personnes, des familles et des ménages et les principaux facteurs qui ont des répercussions sur leur bien-être, afin d'éclairer le débat public concernant les questions socioéconomiques; d'appuyer l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques sociales; et de guider la prise de décisions dans les secteurs public et privé. Ce programme constitue la principale source d'information pour l'évaluation des répercussions de l'évolution de la situation économique et sociale sur les Canadiens. Des ministères fédéraux, comme Ressources humaines et Développement des compétences Canada, Industrie Canada, le ministère de la Justice Canada, Citoyenneté et Immigration Canada, Patrimoine canadien, Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, Transports Canada et Infrastructure Canada, ainsi que des gouvernements provinciaux, utilisent de façon exhaustive l'information produite pour évaluer et quantifier les diverses options sur le plan économique et en matière de politique sociale. De l'information statistique objective est essentielle à une société ouverte et démocratique et cette information permet aux Canadiens de participer en connaissance de cause aux débats concernant les sujets qui les intéressent. Le programme appuie les exigences statistiques

Section II : Analyse des activités de programme par résultat stratégique

précisées par la loi ou par les règlements, notamment dans les domaines du travail, de l'immigration et de l'équité en matière d'emploi. Il fournit en outre de l'information, des analyses et des mesures concernant les installations, les organismes et les systèmes financés par les fonds publics qui visent à répondre aux besoins socioéconomiques et matériels des Canadiens; les caractéristiques des Canadiens et des familles qu'ils servent ainsi que les résultats des services fournis dans les domaines de la justice, de la santé et de l'éducation; de même que les institutions et les industries culturelles.

Tableau 9 Ressources financières pour 2011-2012 (en milliers de dollars)

Dépenses prévues	Autorisations totales*	Dépenses réelles*
138 951	140 301	125 388
* Excluant les montants réputés appropriés à Services partagés Canada.		

Nota : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre ou dans un même tableau. Les montants des dépenses sont nets des revenus disponibles.

Tableau 10 Ressources humaines pour 2011-2012 (équivalents temps plein [ETP])

Prévues	Réelles	Écart
1 565	1 410	155

Nota : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre ou dans un même tableau.

1. Une description plus détaillée de cette activité de programme et les dates prévues de diffusion sont disponibles aux adresses suivantes : <http://www.statcan.gc.ca/about-aperçu/structure/paa-aap-fra.htm> et <http://www.statcan.gc.ca/release-diffusion/index-fra.htm>.

Tableau 11 Indicateurs de rendement pour la statistique sociale

Résultats attendus	Indicateurs de rendement ¹	Cibles	Résultats obtenus															
Les statistiques produites par Statistique Canada sont disponibles grâce à une vaste gamme de supports média et d'activités facilement accessibles.	Pages de publications électroniques vues — nombre et variation annuelle en pourcentage	Augmentation annuelle supérieure à 5 %	<p>Le nombre de pages vues a augmenté de 5 % de 2010-2011 à 2011-2012. La hausse observée en 2011-2012 est principalement attribuable à la popularité soutenue de certaines publications, dont <i>L'emploi et le revenu en perspective</i>, <i>Tendances sociales canadiennes</i>, les <i>Feuillets d'information sur la santé</i>, <i>Juristat</i> et <i>Rapports sur la santé</i>.</p> <p>Nombre de pages vues (en milliers) et taux de variation, exercices 2007-2008 à 2011-2012 :</p> <table border="1"> <tbody> <tr> <td>2007-2008</td> <td>3 210</td> <td>7</td> </tr> <tr> <td>2008-2009</td> <td>3 962</td> <td>23</td> </tr> <tr> <td>2009-2010</td> <td>4 304</td> <td>9</td> </tr> <tr> <td>2010-2011</td> <td>5 424</td> <td>26</td> </tr> <tr> <td>2011-2012</td> <td>5 719</td> <td>5</td> </tr> </tbody> </table>	2007-2008	3 210	7	2008-2009	3 962	23	2009-2010	4 304	9	2010-2011	5 424	26	2011-2012	5 719	5
2007-2008	3 210	7																
2008-2009	3 962	23																
2009-2010	4 304	9																
2010-2011	5 424	26																
2011-2012	5 719	5																

Section II : Analyse des activités de programme par résultat stratégique

Résultats attendus	Indicateurs de rendement ¹	Cibles	Résultats obtenus
	Taux de réussite de la recherche d'information sur le site Web de Statistique Canada	65 % des visiteurs interrogés ont trouvé ce qu'ils cherchaient	69 % des visiteurs interrogés ont trouvé ce qu'ils cherchaient. 2010-2011 : 60 % 2011-2012 : 69 %
	Facilité de la recherche d'information sur le site Web de Statistique Canada	70 % des visiteurs interrogés se sont dits satisfaits	75 % des visiteurs interrogés ont déclaré qu'il était assez facile ou très facile de trouver l'information recherchée. 2010-2011 : 67 % 2011-2012 : 75 %
	Satisfaction au sujet du site Web	Nouvel indicateur	67 % des visiteurs interrogés qui cherchaient des statistiques sociales se sont dits satisfaits ou très satisfaits du site Web.
Les Canadiens sont conscients de la disponibilité de ces statistiques et de leur grande qualité, ainsi que du professionnalisme et de l'objectivité de Statistique Canada.	Séries de données téléchargées de la base de données en ligne CANSIM — nombre et variation annuelle en pourcentage	Augmentation annuelle supérieure à 5 %	Les indicateurs ne sont pas disponibles, car Statistique Canada est dans une année de transition vers l'accès gratuit aux données de CANSIM.
	Pourcentage de produits statistiques qui répondent aux niveaux établis d'exactitude de l'échantillonnage	95,0 % des principaux produits statistiques satisfont aux niveaux d'exactitude établis.	L'exactitude de l'échantillonnage de 99,7 % des principaux produits statistiques du programme de la statistique sociale était conforme aux objectifs établis. Exactitude de l'échantillonnage conforme aux objectifs établis, 2007-2008 à 2011-2012 : 2007-2008 98,6 2008-2009 99,1 2009-2010 99,7 2010-2011 99,7 2011-2012 99,7

1. Pour les définitions des indicateurs, consulter la section IV.

Sommaire du rendement et analyse de l'activité de programme

Les tendances démographiques auront de profondes répercussions sur les marchés du travail, sur la demande de services gouvernementaux dans des secteurs tels que la santé, l'éducation et la justice, ainsi que sur les revenus et les parcours de vie. Un programme robuste et complet de statistique sociale est essentiel à la prévision et à la réussite de ces défis.

En 2011-2012, le programme de la statistique sociale a continué de produire des données économiques et sociales de haute qualité et a poursuivi ses activités de renouvellement.

Le taux de croissance cible du nombre de pages électroniques vues par les clients a été atteint. Les principaux produits statistiques de l'activité de programme de la statistique sociale ont tous été diffusés à temps, selon le calendrier de diffusion établi, et conformément aux objectifs d'exactitude.

En 2011-2012, le programme de la statistique sociale a fait progresser considérablement la rationalisation et l'intégration de ses processus opérationnels en vue d'accroître l'efficacité. Ainsi, l'Environnement pour le traitement des enquêtes sociales fournit un ensemble d'outils et d'utilitaires génériques pour le traitement des données des enquêtes sociales et des données administratives. La plupart des outils ont été conçus. Le passage au nouvel environnement a été achevé pour deux enquêtes et a commencé pour deux autres. Seize autres enquêtes devraient procéder à la transition en 2012-2013.

Leçons retenues

Ce qui a bien fonctionné

Un ensemble d'outils et d'utilitaires communs satisfait aux besoins opérationnels de la plupart des programmes d'enquête. Seul un ensemble limité de fonctionnalités supplémentaires doit encore être développé, principalement pour le traitement des données administratives, lequel, au départ, ne faisait pas partie de la portée du projet. Au départ, l'Enquête sur la population active était, elle aussi, hors de la portée du projet d'utilisation d'outils communs, en raison de la complexité et de la très grande intégration des ensembles de processus nécessaires pour diffuser l'information en respectant un calendrier très serré. Cependant, les travaux préliminaires indiquent que, moyennant l'ajout de certaines nouvelles fonctionnalités, les processus génériques pourront vraisemblablement être utilisés pour l'Enquête sur la population active. Cela réduirait les coûts du remaniement des systèmes, qui a habituellement lieu tous les 20 ans.

La mesure du patrimoine a été désignée comme un domaine présentant d'importantes lacunes. Une nouvelle vague de l'Enquête sur la sécurité financière a été élaborée en 2011-2012 en se servant des outils génériques. La collecte des données sera achevée en 2012-2013, et les données devraient être diffusées en décembre 2013. Un important projet avec recouvrement des coûts, intitulé Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes, a été lancé en 2011-2012. Ce projet a été mené dans le cadre d'une initiative de l'OCDE à laquelle participaient 20 pays. Il a été financé par un groupe de partenaires provenant des paliers fédéral, provincial et territorial. La collecte des données a commencé à l'automne 2011 et devait être achevée en juin 2012.

La Division de l'accès aux microdonnées du programme de la statistique sociale contribue considérablement aux activités en vue d'accroître l'accès aux fonds de données de Statistique Canada. L'application d'accès aux microdonnées à distance, Accès à distance en temps réel, a été utilisée par les chercheurs fédéraux depuis un an. Elle est maintenant améliorée par l'ajout de nouvelles fonctions, et des consultations sont en

cours en vue d'offrir l'accès à cet outil aux universitaires. En 2011-2012, environ 70 bibliothécaires de données des établissements d'enseignement postsecondaire ont suivi une formation afin d'utiliser les fichiers de microdonnées à grande diffusion qui sont diffusés par le programme de partenariat de l'Initiative de démocratisation des données de Statistique Canada. En outre, le Réseau canadien des centres de données de recherche compte maintenant plus de 1 400 chercheurs actifs effectuant des projets de recherche approuvés dans 25 centres à travers le pays.

Une nouvelle classification des professions a été diffusée. Elle sera utilisée dans le programme des enquêtes-ménages, y compris l'Enquête nationale auprès des ménages. Cette classification est le résultat de l'accord intervenu l'an dernier entre Statistique Canada et son partenaire, Ressources humaines et Développement des compétences Canada, pour l'harmonisation des deux grandes classifications des professions en une même classification nationale. Ce regroupement est un pas important vers la production de statistiques cohérentes sur les professions à l'échelle du gouvernement du Canada.

Ce qui pourrait être amélioré et les mesures que nous prenons

Afin d'accroître les taux de réponse aux enquêtes sociales, le programme a entrepris de remanier l'Enquête sociale générale (ESG) en vue d'introduire une option en ligne, multimode, ainsi qu'une nouvelle base de sondage. En 2011-2012, l'ESG a développé une application Internet qui permet aux répondants de remplir en ligne le questionnaire de l'enquête sur les soins donnés. Cette application est maintenant mise à l'essai sur le terrain. Le programme de l'ESG a également testé un prototype d'une nouvelle base de sondage qui comprend des numéros de téléphones mobiles. Une deuxième enquête pilote, qui correspond au cycle de l'ESG sur l'identité sociale, est conçue à l'heure actuelle en vue de mettre à l'essai une enquête à mode de collecte mixte entièrement intégrée combinée à la nouvelle base de sondage. Ce deuxième essai pilote est prévu à l'automne 2012 et l'enquête devrait être entièrement opérationnelle en 2013.

Activité de programme 3 : Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones

Description de l'activité de programme¹

L'objectif du programme consiste à produire des données, des analyses et des services statistiques pertinents, en vue de mesurer les changements qui touchent la population du Canada, ses caractéristiques démographiques et sa situation, de même que son secteur agricole et le bien-être de sa population autochtone, afin de fournir une base pour la prise de décisions dans les secteurs public et privé et pour la recherche et l'analyse dans les domaines qui préoccupent la population du Canada. Le programme comprend le recensement de l'agriculture et le recensement de la population. Ce dernier a pour objectif de produire des données détaillées sur des sous-groupes de population et pour des niveaux géographiques détaillés, données qui sont nécessaires pour évaluer l'incidence des initiatives stratégiques ciblées et qui servent de base pour d'autres enquêtes statistiques. Il fournit en outre des estimations de la population, ainsi que des projections et des données approfondies concernant des populations spéciales, comme les immigrants

Section II : Analyse des activités de programme par résultat stratégique

et les Autochtones. Les chiffres et les estimations de population sont utilisés pour déterminer les limites des circonscriptions électorales, la répartition des paiements de transfert fédéraux, ainsi que le transfert et la répartition des crédits entre les administrations publiques régionales et municipales, les conseils scolaires et les autres organismes locaux dans les provinces. Le programme répond aux exigences statistiques précisées au niveau constitutionnel et appuie celles comprises dans la loi et les instruments réglementaires. Toutes les mesures par habitant comprises dans les politiques et les arrangements fiscaux et les autres analyses économiques, ainsi que celles liées à la planification des programmes et des services, proviennent des données statistiques de ce programme. Les statistiques produites portent sur la situation démographique, sociale et économique de la population; les estimations annuelles et trimestrielles de la population, des ménages et des familles et leurs projections; le nombre et les types d'exploitants et d'exploitations agricoles; la situation socioéconomique et le bien-être des Autochtones.

Tableau 12 Ressources financières pour 2011-2012 (en milliers de dollars)

Dépenses prévues	Autorisations totales*	Dépenses réelles*
334 905	350 936	340 205
* Excluant les montants réputés appropriés à Services partagés Canada.		

Nota : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre ou dans un même tableau. Les montants des dépenses sont nets des revenus disponibles.

Tableau 13 Ressources humaines pour 2011-2012 (équivalents temps plein [ETP])

Prévues	Réelles	Écart
1 722	1 965	-243

Nota : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre ou dans un même tableau.

1. Une description plus détaillée de cette activité de programme et les dates prévues de diffusion sont disponibles aux adresses suivantes : <http://www.statcan.gc.ca/about-aperçu/structure/paa-aap-fra.htm> et <http://www.statcan.gc.ca/release-diffusion/index-fra.htm>.

Section II : Analyse des activités de programme par résultat stratégique

Tableau 14 Indicateurs de rendement pour la statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones

Résultats attendus	Indicateurs de rendement ¹	Cibles	Résultats obtenus															
Les statistiques produites par Statistique Canada sont disponibles grâce à une vaste gamme de supports média et d'activités facilement accessibles.	Pages de publications électroniques vues — nombre et variation annuelle en pourcentage	Augmentation annuelle supérieure à 5 %	<p>Le nombre de pages vues a augmenté de 17 % de 2010-2011 à 2011-2012. Le nombre de téléchargements de nouveaux articles publiés dans le « Rapport sur l'état de la population du Canada » a augmenté fortement.</p> <p>Nombre de pages vues (en milliers) et taux de variation, exercices 2007-2008 à 2011-2012 :</p> <table border="1"> <tr> <td>2007-2008</td> <td>511</td> <td>49</td> </tr> <tr> <td>2008-2009</td> <td>630</td> <td>23</td> </tr> <tr> <td>2009-2010</td> <td>666</td> <td>6</td> </tr> <tr> <td>2010-2011</td> <td>931</td> <td>40</td> </tr> <tr> <td>2011-2012</td> <td>1 087</td> <td>17</td> </tr> </table>	2007-2008	511	49	2008-2009	630	23	2009-2010	666	6	2010-2011	931	40	2011-2012	1 087	17
	2007-2008	511	49															
	2008-2009	630	23															
	2009-2010	666	6															
2010-2011	931	40																
2011-2012	1 087	17																
Taux de réussite de la recherche d'information sur le site Web de Statistique Canada	65 % des visiteurs interrogés ont trouvé ce qu'ils cherchaient	70 % des visiteurs interrogés ont trouvé ce qu'ils cherchaient	<p>70 % des visiteurs interrogés ont trouvé ce qu'ils cherchaient.</p> <p>2010-2011 : 69 % 2011-2012 : 70 %</p>															
Facilité de la recherche d'information sur le site Web de Statistique Canada	70 % des visiteurs interrogés se sont dits satisfaits	70 % des visiteurs interrogés se sont dits satisfaits	<p>69 % des visiteurs interrogés ont dit qu'il était assez facile ou très facile de trouver l'information recherchée.</p> <p>2010-2011 : 67 % 2011-2012 : 69 %</p>															
Satisfaction au sujet du site Web	Nouvel indicateur	Nouvel indicateur	65 % des visiteurs interrogés qui cherchaient des données de la statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones ont dit être satisfaits ou très satisfaits du site Web.															
Les Canadiens sont conscients de la disponibilité de ces statistiques et de leur grande qualité, ainsi que du professionnalisme et de l'objectivité de	Séries de données téléchargées de la base de données en ligne CANSIM — Nombre et variation annuelle en pourcentage	Augmentation annuelle supérieure à 5 %	Les indicateurs ne sont pas disponibles, car Statistique Canada est dans une année de transition vers l'accès gratuit aux données de CANSIM.															

Section II : Analyse des activités de programme par résultat stratégique

Résultats attendus	Indicateurs de rendement ¹	Cibles	Résultats obtenus
Statistique Canada.	Sous-dénombrement net au Recensement de la population de 2011	Moins de 3 %	Les données sur l'indicateur ne sont pas disponibles à l'heure actuelle. Elles le seront pour le RMR de 2012-2013.
	Taux de réponse au Recensement de la population de 2011	98 % ou plus	Le taux de réponse à la collecte du Recensement de la population de 2011 était de 98,1 %.
	Taux de réponse à l'Enquête nationale auprès des ménages	Au moins 50 %	Le taux de réponse à la collecte de l'Enquête nationale auprès des ménages était de 69,3 %.
Efficiences organisationnelles	Coût par logement du Recensement de la population de 2011	Moins de 42 \$	L'objectif était exprimé en dollars constants de 2009-2010. En dollars courants, cet objectif était de 43,02 \$ par logement. Le coût réel final projeté (sur la base des dépenses mesurées et prévues) est de 44,78 \$ par logement. La variance s'explique par le nombre réel de logements plus faible que le nombre projeté utilisé antérieurement (-83 000) et par un accroissement des coûts de 22 millions de dollars par rapport aux coûts prévus du projet. La hausse des coûts est liée à un financement de prévoyance supplémentaire reçu par Statistique Canada pour tenir compte des changements de méthodologie (passage à l'Enquête nationale auprès des ménages à participation volontaire) et des efforts supplémentaires déployés pour atteindre les objectifs de taux de réponse.

1. Pour les définitions des indicateurs, consulter la section IV.

Sommaire du rendement et analyse de l'activité de programme

Le programme de la statistique et du recensement, de la démographie et sur les Autochtones a eu un très haut rendement en 2011-2012. La collecte des données du Recensement de la population, du Recensement de l'agriculture et de l'Enquête nationale auprès des ménages s'est déroulée de mai à août 2011. Les taux de réponse à la collecte ont été de 98,1 % pour le Recensement de la population, de 95,9 % pour le Recensement de l'agriculture et de 69,3 % pour l'Enquête nationale auprès des ménages. Ces taux de réponse ont dépassé les attentes, malgré les défis qu'ont posés les catastrophes naturelles, dont des inondations et des incendies de forêt dans de nombreuses parties du pays, ainsi que les interruptions de travail à Postes Canada en juin 2011. La première diffusion des données du Recensement de la population a eu lieu le 8 février 2012 et a fait l'objet d'une

importante couverture médiatique. Cette diffusion portait sur les chiffres de population et des logements. D'autres diffusions des données du Recensement de la population auront lieu en mai, en septembre et en octobre 2012. Les activités de certification et de traitement des données de l'Enquête nationale auprès des ménages progressent également comme prévu : des diffusions de données sont planifiées de mai à août 2013. La diffusion principale des données du Recensement de l'agriculture de 2011 aura lieu le 10 mai 2012. D'autres produits du Recensement de l'agriculture doivent être diffusés au début de septembre 2012.

Leçons retenues

Ce qui a bien fonctionné

Les nouvelles approches de collecte des données qui ont été introduites ont donné lieu à un taux de réponse élevé au Recensement de la population. Avec un taux de réponse en ligne de 54,1 %, le Canada se trouve à l'avant-garde de la collecte de données de recensement en ligne à l'échelle internationale. Le taux d'autoréponse (réponse au questionnaire sans l'aide d'un intervieweur) a été de 85,8 %, soit le niveau le plus élevé jamais atteint pour le Recensement de la population. La même approche de collecte des données a été utilisée pour l'Enquête nationale auprès des ménages, ce qui a contribué à atteindre un taux national de réponse à la collecte de 69,3 %, lequel est comparable aux taux obtenus pour d'autres enquêtes-ménages à participation volontaire menées par Statistique Canada. L'ajout d'une nouvelle étape de collecte afin de vérifier la situation d'occupation des logements peu avant le jour du recensement a également permis de classer correctement un plus grand nombre de logements privés comme étant occupés ou inoccupés.

Dans le cas du Recensement de l'agriculture, 10,8 % des exploitations agricoles ont répondu à leurs questionnaires en ligne, soit plus de deux fois le taux enregistré au Recensement de l'agriculture de 2006. En 2011, le Recensement de l'agriculture comprenait pour la première fois un envoi complet des questionnaires par la poste avec suivi téléphonique centralisé, ce qui a permis de rendre la collecte plus rentable.

Ce qui pourrait être amélioré et les mesures que nous prenons

Le Projet de la stratégie du Recensement de 2016, qui a été lancé en décembre 2010, poursuit le processus habituel d'examen et d'évaluation des programmes statistiques de Statistique Canada. L'équipe du projet a examiné les approches adoptées pour le Recensement de la population partout dans le monde et a évalué la mesure dans laquelle elles sont applicables au contexte canadien. Parallèlement, Statistique Canada a procédé à un examen approfondi du Recensement de l'agriculture. L'objectif de ces examens consistait à étudier les diverses options afin de faire une recommandation au gouvernement fédéral concernant la méthodologie des programmes du Recensement de 2016.

Section II : Analyse des activités de programme par résultat stratégique

Comme il est d'usage après chaque recensement, Statistique Canada a également évalué chaque aspect opérationnel des recensements et de l'Enquête nationale auprès des ménages. Conjugés aux examens mentionnés ci-dessus, les résultats des évaluations opérationnelles serviront à planifier les programmes du Recensement de 2016. Les facteurs déterminants du cycle de 2016 seront l'accroissement de l'efficacité, l'accroissement de l'utilisation de données administratives pour améliorer la qualité et réduire le fardeau de réponse, et l'accélération de la diffusion des données. Des présentations seront faites au Conseil du Trésor à l'automne 2012 en vue d'obtenir un financement provisoire pour le programme de 2016.

Activité de programme 4 : Services internes

Description de l'activité de programme

Les Services internes englobent les activités et les ressources destinées à soutenir l'exécution des programmes et le respect d'autres obligations de l'organisme, dont les services de gestion et de surveillance, les services de communication, les services juridiques, les services de gestion des ressources humaines, les services de gestion financière, les services de gestion de l'information, les services informatiques, les services de méthodologie, les services immobiliers, les services du matériel, les services d'approvisionnement, les services de gestion des voyages et autres services administratifs.

Tableau 15 Ressources financières pour 2011-2012 (en milliers de dollars)

Dépenses prévues	Autorisations totales*	Dépenses réelles*
82 637	103 016	93 840
* Excluant les montants réputés appropriés à Services partagés Canada.		

Nota : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre ou dans un même tableau. Les montants des dépenses sont nets des revenus disponibles.

Tableau 16 Ressources humaines pour 2011-2012 (équivalents temps plein [ETP])

Prévues	Réelles	Écart
908	969	-61

Nota : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre ou dans un même tableau.

Tableau 17 Indicateurs de rendement pour les services internes

Résultats attendus	Indicateurs de rendement ¹	Cibles	Résultats obtenus
Efficience organisationnelle	Cote attribuée à 21 composantes de gestion définies dans le Cadre de responsabilité de gestion	Obtenir la cote « fort » ou « acceptable » pour 90 % des composantes de gestion	<p>Quatorze composantes de gestion ont été évaluées dans le contexte du Cadre de responsabilisation de gestion de 2011-2012. Statistique Canada a obtenu la cote « fort » ou « acceptable » pour 13 composantes, soit 93 % des composantes de gestion.</p> <p>Pour la gestion intégrée du risque et l'efficacité de gestion de l'information, la cote est passée de « possibilité d'amélioration » obtenue en 2010-2011 à « acceptable ».</p> <p>Même si la cote obtenue pour la qualité et l'utilisation de l'évaluation a été « possibilité d'amélioration », beaucoup de travail a été effectué et continue de l'être pour cette composante. Statistique Canada a établi une fonction d'évaluation neutre, ainsi qu'un plan d'évaluation ministérielle qui couvre la totalité de ses programmes.</p>
	Rapports financiers au Comité des politiques produits dans les délais prévus	Mensuellement	Statistique Canada a atteint tous ses objectifs de gestion financière. Tous les rapports financiers au Comité des politiques ont été produits dans les délais prévus.
	Rapport ministériel sur l'obligation de rendre compte en dotation	Classement dans le quartile supérieur des organismes et ministères (taux de réponse et résultats généraux)	<p>Statistique Canada s'est classé dans le quintile supérieur en ce qui concerne la durée moyenne des processus de nomination internes au sein de la fonction publique selon le sommaire ministériel des indicateurs du cadre de responsabilisation de gestion visant la gestion de la dotation établi par la Commission de la fonction publique pour le Rapport ministériel sur l'obligation de rendre compte en dotation de 2011-2012. Ce succès peut être attribué en grande partie au modèle de dotation collective en personnel de l'organisme.</p> <p>Un nouveau modèle de dotation en personnel a été adopté en juin 2010 pour répondre aux besoins opérationnels de base de Statistique Canada. Le nouveau modèle, mis entièrement en œuvre en juillet 2011, met l'accent sur les processus collectifs propres à un domaine et est conçu de manière à mieux harmoniser les attentes des employés et les besoins des divisions spécialisées. L'approche collective de la dotation a permis de réaliser des économies grâce à un moins grand nombre de processus de sélection, à une approche simplifiée et structurée, ainsi qu'au bassin de personnes qualifiées résultant.</p>

1. Pour les définitions des indicateurs, consulter la section IV.

Sommaire du rendement et analyse de l'activité de programme

L'activité de programme des services internes a obtenu des résultats positifs par rapport à la priorité définie dans le *Rapport sur les plans et les priorités 2011-2012* : améliorer les processus opérationnels de l'organisme et intégrer davantage son infrastructure organisationnelle axée sur les résultats.

Les activités comprenaient les suivantes :

- intégrer davantage les activités de gestion, de planification et d'évaluation des risques;
- élaborer et financer un plan pluriannuel d'immobilisations afin d'assurer l'efficacité, la continuité et la qualité de tous les programmes statistiques et de soutien;
- harmoniser la capacité en ressources humaines et la stratégie d'investissement à long terme;
- consolider le cadre de gestion organisationnelle de l'information statistique;
- consolider les fonctions d'approvisionnement, de gestion et de renouvellement des équipements de bureau de l'organisme;
- procéder à un examen approfondi du modèle de diffusion;
- consolider les services d'infrastructure des technologies de l'information au sein de Services partagés Canada.

Leçons retenues

Ce qui a bien fonctionné

Statistique Canada a préparé un aperçu des investissements planifiés sur 10 ans, qui a servi de fondement à l'élaboration du premier Plan d'investissement de l'organisme qui a ensuite été approuvé par le Secrétariat du Conseil du Trésor. La mise en œuvre du Cadre de gestion des projets de l'organisme et la mise en place d'une robuste structure de gouvernance et de prise de décisions ont permis à Statistique Canada d'obtenir une Évaluation de la capacité organisationnelle de gestion des projets de niveau 3.

En 2011-2012, Statistique Canada a poursuivi l'intégration des pratiques de gestion des risques dans ses activités opérationnelles, en établissant un Profil de risque organisationnel complet. Pour accroître la responsabilisation concernant les stratégies d'atténuation des risques et les plans d'action, des responsables de la haute direction ont été désignés pour chacun des risques organisationnels. La documentation et la formation relatives à l'établissement des registres de risque des secteurs de programme ont été améliorées, ce qui s'est traduit par une plus grande sensibilisation et a favorisé l'adoption de pratiques uniformes à l'échelle de l'organisme. Le Comité ministériel de vérification a examiné le processus de gestion intégrée des risques et le Profil de risque organisationnel et formulé des commentaires précieux.

Une solide culture favorisant les bonnes pratiques de gestion de l'information est essentielle à la réalisation du mandat de Statistique Canada. L'organisme demeure fort

dans le domaine de l'accès à l'information, mais a cerné un besoin d'améliorer les pratiques de gestion de l'information. Par conséquent, des initiatives pratiques fondamentales ont été lancées dans ce domaine. La mise en œuvre de directives générales concernant la gestion des fichiers de microdonnées statistiques et des statistiques agrégées, appuyée par un suivi organisationnel semestriel sont les étapes clés en vue d'améliorer la gestion de l'information statistique de l'organisme. Les progrès accomplis dans la détermination des ressources d'information possédant une valeur opérationnelle sont une étape clé vers la bonne gestion de l'information non structurée. Ces activités placent Statistique Canada dans une position favorable pour se conformer à la Directive sur la tenue des documents du Secrétariat du Conseil du Trésor. Par conséquent, la cote globale attribuée à Statistique Canada pour la gestion de l'information (composante de gestion 12 du Cadre de responsabilisation de gestion) durant la ronde IX du CRG est passée de « possibilité d'amélioration » l'année précédente, à « acceptable ».

Ce qui pourrait être amélioré et les mesures que nous prenons

En 2011-2012, Statistique Canada a concentré ses efforts sur plusieurs changements dans le domaine de la dotation en personnel et de la gouvernance destinés à créer un fondement pour la fonction d'évaluation de l'organisme. Ce processus en est encore aux premières étapes, ce que reflète la cote globale « possibilité d'amélioration ». Un plan d'évaluation de cinq ans a été dressé et transmis au Secrétariat du Conseil du Trésor. L'organisme progresse aussi vers une évaluation complète de ses dépenses de programme directes tous les cinq ans. Statistique Canada poursuivra les activités au cours de l'exercice 2012-2013, conformément à son plan de transition pour la mise en œuvre de la fonction d'évaluation qui vient d'être approuvé. Une fonction d'évaluation neutre et rentable pourra ainsi fournir les renseignements d'évaluation nécessaires et satisfaire aux exigences de la *Politique sur l'évaluation* de 2009 du Conseil du Trésor.

L'harmonisation de la capacité en ressources humaines de Statistique Canada avec la stratégie d'investissement à long terme établie à l'aide du plan d'investissement organisationnel demeure une priorité. Statistique Canada continuera de veiller à ce que l'information sur les ressources humaines, les ressources financières et la gestion de projets nécessaires pour prendre les décisions soit systématiquement disponible pour soutenir son processus de planification stratégique intégrée. Les activités de gestion, de planification et d'évaluation des risques seront intégrées encore davantage dans ce processus.

Les services internes sont touchés par des initiatives du gouvernement du Canada telles que les services de courrier électronique, de réseau et de centres de données s'étendant à l'ensemble du gouvernement, de même que le projet d'examen et d'automatisation des processus administratifs. Celui-ci collaborait avec les ministères, y compris SCT et Services partagés Canada (SPC), afin d'assurer la protection permanente de l'information statistique confidentielle conformément à la *Loi sur la statistique*.

Section II : Analyse des activités de programme par résultat stratégique

Les tableaux suivants sur les données des ressources financières et humaines montrent les ressources qui ont été transférées à SPC et les dépenses engagées pour le compte de SPC.

Répercussions sur les ressources financières et humaines en raison de l'établissement de Services partagés Canada

Ressources financières pour 2011-2012 (en milliers de dollars)		
	Dépenses prévues*	Autorisations totales**
Montant net des transferts à Services partagés Canada (SPC) à la suite des décrets**	18 467	18 983
Ressources humaines pour 2011-2012		
	Prévues	Réelles
Attribuées à SPC	74	74
<p>*En vertu de l'article 31.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> et des décrets C.P. 2011-0881, C.P. 2011-0877 et C.P. 2011-1297, ce montant est réputé avoir été affecté à Services partagés du Canada, ce qui a eu pour incidence de réduire d'autant le montant du crédit de Statistique Canada.</p> <p>** Les autorisations totales, présentées dans le tableau « Ressources financières pour 2011-2012 » (et autres tableaux pertinents) dans la section « Sommaire du rendement », correspondent au montant net de tous les transferts à SPC. Les dépenses réelles ne comprennent pas les dépenses encourues au nom de SPC en date du décret.</p>		

Principales données financières

État condensé de la situation financière (non vérifié) Au 31 mars 2012 (en milliers de dollars)			
	Variation %	2011-2012	2010-2011
Montant total net des passifs	2,6 %	188 572	183 720
Montant total net des actifs financiers	-40,1 %	41 802	69 796
Montant net de la dette du ministère	28,8 %	146 770	113 924
Montant total des actifs non financiers	-14,4 %	141 466	165 276
Situation financière nette du ministère	-110,3 %	-5 304	51 352
État condensé des opérations et situation financière nette du ministère (non vérifiés) Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 (en milliers de dollars)			
	Variation %	2011-2012	2010-2011
Montant total des dépenses	32,8 %	985 929	742 513
Montant total des revenus	17,1 %	112 657	96 245
Coût net des opérations avant le financement et les transferts du gouvernement	35,1 %	873 272	646 268
Situation financière nette du ministère	-110,3 %	-5 304	51 352

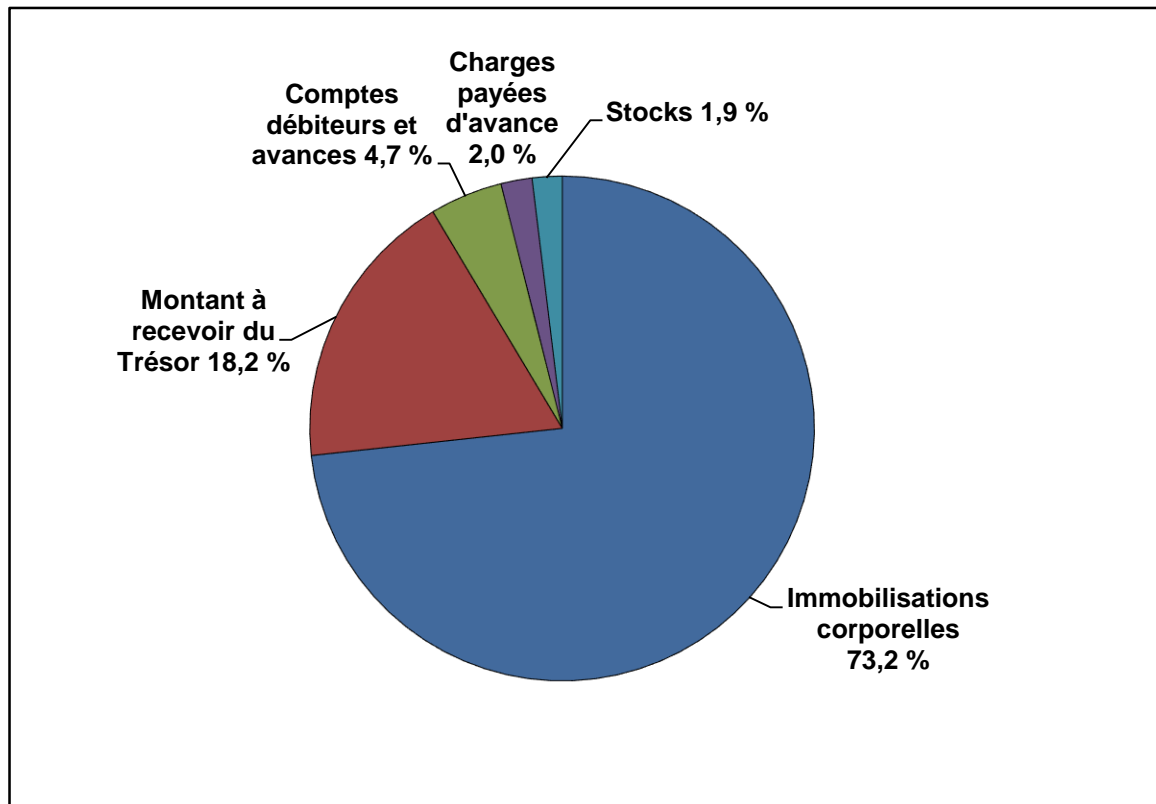
Nota : Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre ou dans un même tableau.

Veillez noter que, pour permettre les comparaisons entre les états susmentionnés et avec le reste de l'information financière qui figure dans le présent RMR, dans toute analyse par activité de programme (AP) qui suit le présent état condensé des résultats et de la situation financière, les dépenses et les revenus affectés à Services partagés Canada (SPC) avant la date du décret sont inclus par AP, s'il y a lieu. Ce traitement diffère de celui appliqué dans les états financiers réels de l'organisme, dans lesquels les dépenses et les revenus de SPC avant la date de décret sont retranchés par AP, puis rajoutés au niveau de l'organisme.

La diminution d'une année à l'autre de la situation financière nette de l'organisme résulte principalement de deux facteurs, à savoir la diminution des actifs financiers et non financiers attribuable en grande partie au transfert de certaines activités à Services partagés Canada et à l'augmentation des passifs en raison du réaménagement des effectifs (RE). L'augmentation des passifs est compensée en partie par la diminution des comptes créditeurs, dont le montant était considérablement plus élevé l'année dernière en raison d'un sommet dans le cycle du recensement.

Graphiques des principales données financières

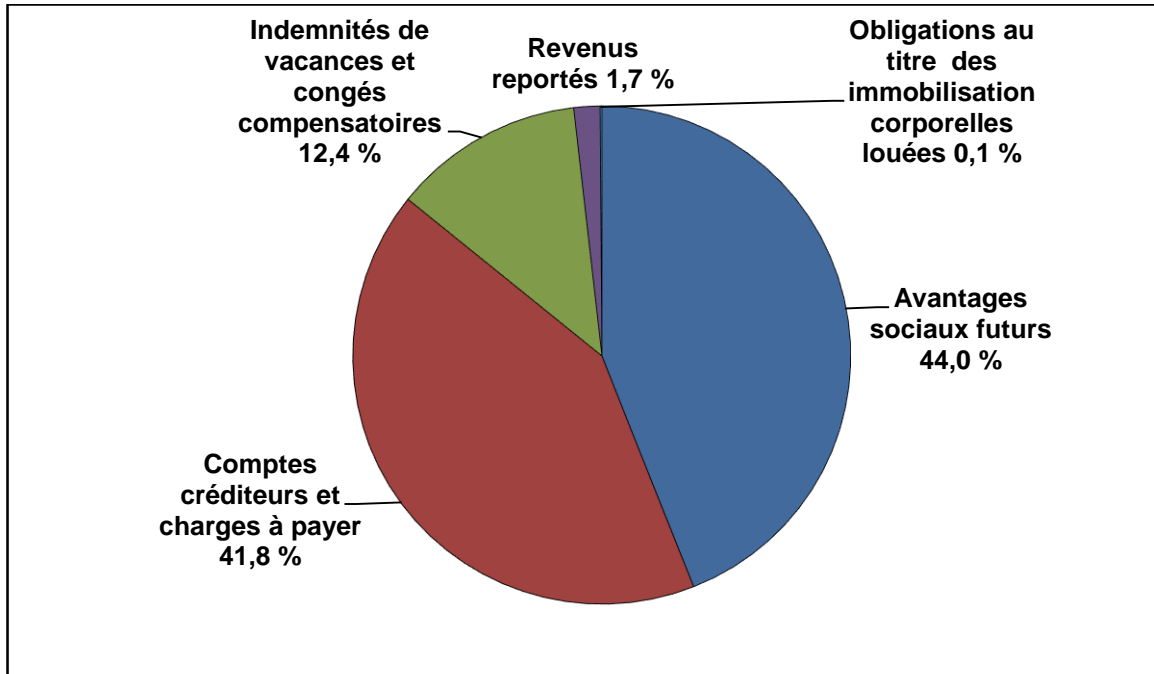
Figure 3 Catégories d'actifs



À la fin de 2011-2012, le total de l'actif s'établissait à 183,3 millions de dollars, en baisse de 51,8 millions de dollars, ou 22,0 %, par rapport au total de 235,1 millions de dollars enregistré durant l'exercice 2010-2011. Cette baisse résulte principalement du transfert d'immobilisations corporelles et de charges payées d'avance à Services partagés Canada pour gérer les services de courrier électronique, de centres de données et de réseau et les services de télécommunications, ainsi qu'à une diminution des sommes dues provenant du Trésor, lesquelles sont touchées par les variations des comptes créditeurs/débiteurs et des traitements et salaires à payer.

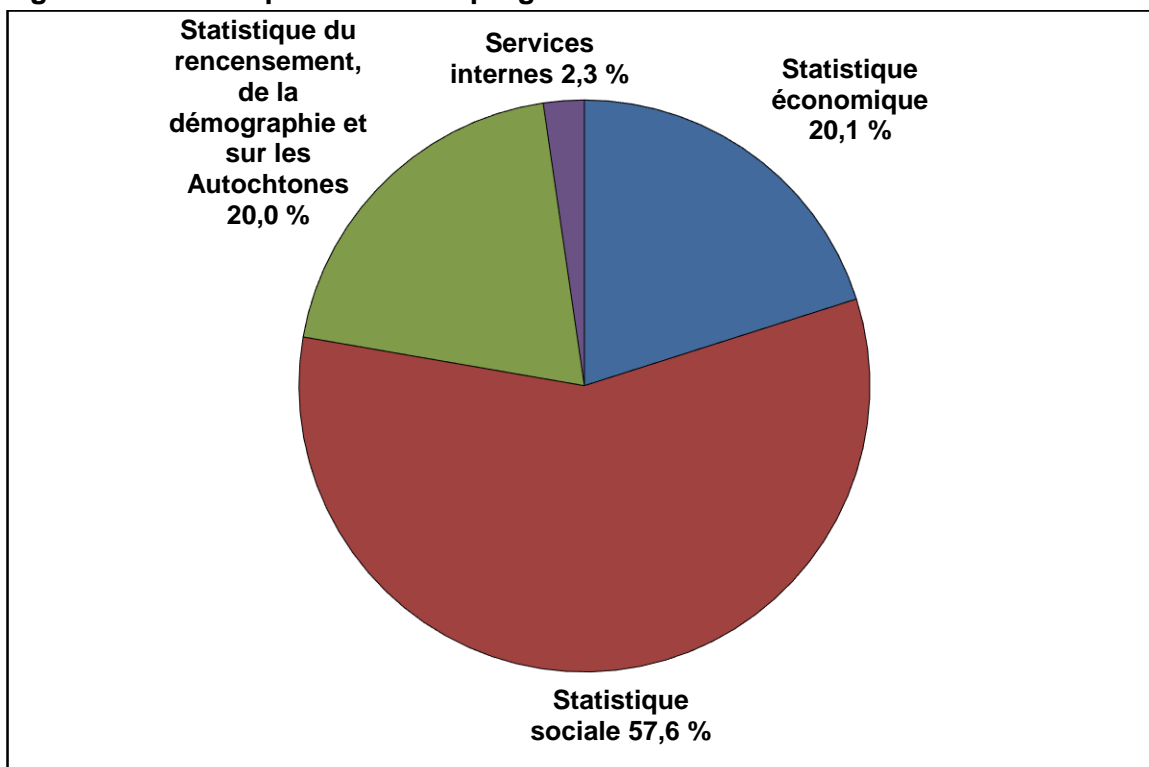
Les immobilisations corporelles, composées principalement de logiciels (79,0 millions de dollars), de logiciels en développement (32,6 millions de dollars) et d'améliorations locatives (13,4 millions de dollars), représentent la part la plus importante de l'actif, soit 134,3 millions de dollars ou 73,2 % du total. Les 26,8 % restants comprennent les sommes provenant du Trésor (18,2 %), les comptes débiteurs et les avances (4,7 %), les charges payées d'avance (2,0 %) et les stocks (1,9 %).

Figure 4 Catégories de passifs



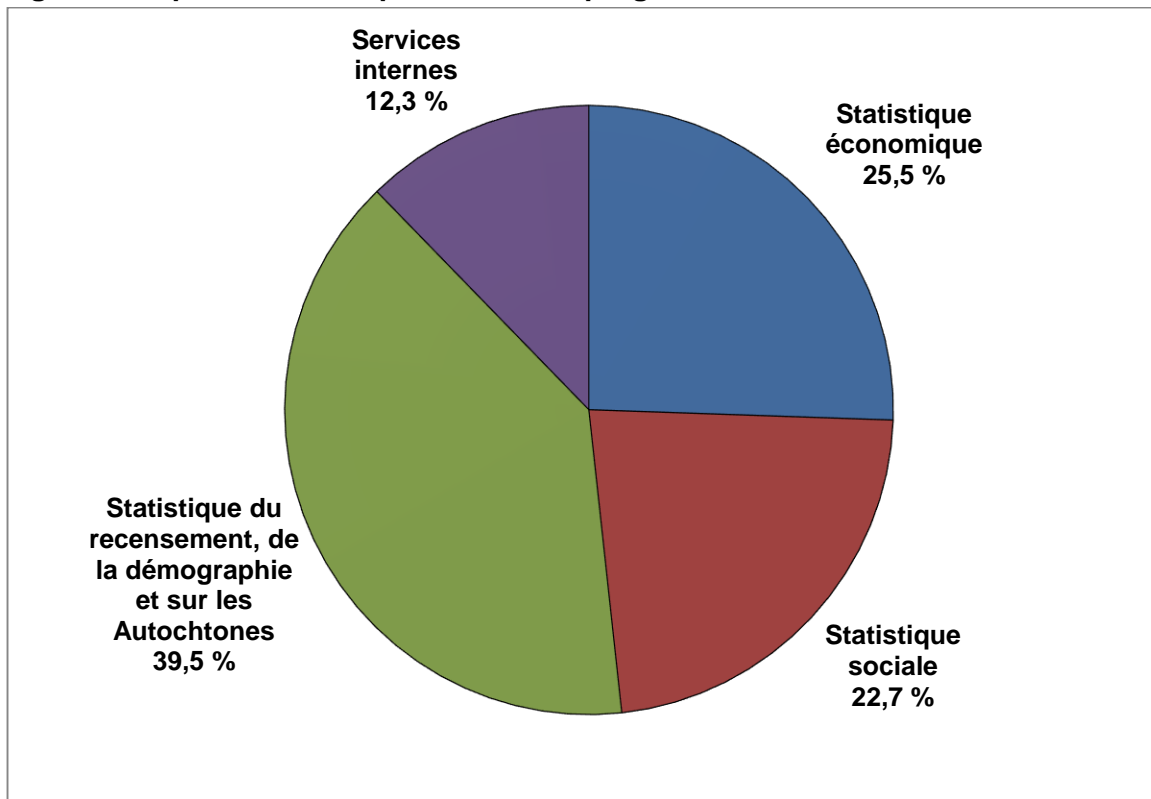
À la fin de 2011-2012, le total du passif s'établissait à 188,6 millions de dollars, en hausse de 4,9 millions de dollars, ou 2,6 %, par rapport au total de 183,7 millions de dollars de l'exercice précédent. Les avantages sociaux futurs représentaient la part la plus importante du passif, à 82,9 millions de dollars, ou 44,0 % du total. Venaient ensuite les comptes créditeurs et les charges à payer, à 78,8 millions de dollars, ou 41,8 % du total. Cette part du total comprend les charges à payer (41,4 millions de dollars), les comptes créditeurs — parties externes (17,3 millions de dollars), les traitements et salaires à payer (11,5 millions de dollars) et les comptes créditeurs — autres ministères et organismes fédéraux (8,6 millions de dollars). Les indemnités de vacances et les congés compensatoires représentaient 23,4 millions de dollars ou 12,4 % du total.

Figure 5 Revenus par activité de programme



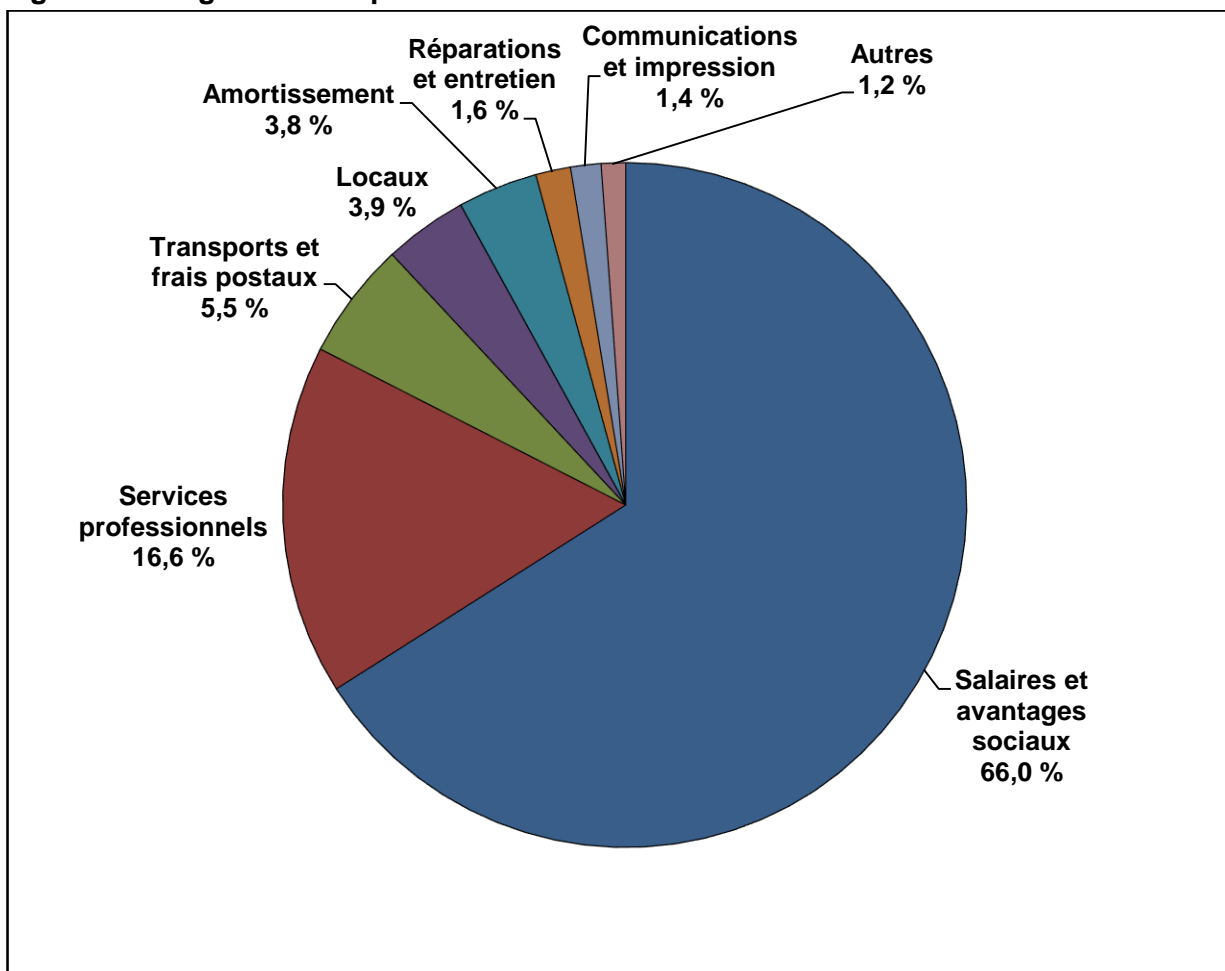
En 2011-2012, le total des revenus de Statistique Canada s'établissait à 112,7 millions de dollars, en hausse de 16,5 millions de dollars, ou 17,1 %, par rapport au total de 96,2 millions de dollars de l'exercice 2010-2011. Cette hausse est surtout attribuable à la nature cyclique de certaines enquêtes. Le programme de la statistique sociale a généré 64,9 millions de dollars (57,6 %), le programme de la statistique économique, 22,7 millions de dollars (20,1 %), le programme de la statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones, 22,5 millions de dollars (20,0 %); et les services internes, 2,6 millions de dollars (2,3 %).

Figure 6 Dépenses brutes par activité de programme



En 2011-2012, les dépenses totales, y compris le revenu disponible et les services fournis gratuitement par d'autres ministères, se chiffraient à 985,9 millions de dollars, en hausse de 243,4 millions de dollars, ou 32,8 %, par rapport aux 742,5 millions de dollars de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable au Recensement de la population et à l'Enquête nationale auprès des ménages de 2011 ainsi qu'au Recensement de l'agriculture de 2011. Cette situation est propre à l'organisme en raison de la nature cyclique des programmes de recensement; en 2010-2011, les activités liées au recensement se sont accélérées en préparation pour l'année de pointe du cycle, 2011-2012. La part du programme de la statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones était de 389,0 millions de dollars (39,5 %), celle du programme de la statistique économique, de 251,8 millions de dollars (25,5 %), celle du programme de la statistique sociale, de 224,1 millions de dollars (22,7 %) et celle des services internes, de 121,0 millions de dollars (12,3 %).

Figure 7 Catégories de dépenses brutes



Statistique Canada a dépensé 985,9 millions de dollars en 2011-2012. La ventilation des dépenses est la suivante : salaires et avantages sociaux, 650,5 millions de dollars; services professionnels, 163,2 millions de dollars; transports et frais postaux, 54,7 millions de dollars; locaux, 38,8 millions de dollars; amortissement, 37,1 millions de dollars; réparations et entretien, 16,2 millions de dollars; communications et impression, 14,1 millions de dollars; autres dépenses, 11,3 millions de dollars.

États financiers

Les états financiers peuvent être consultés à l'adresse suivante : <http://www.statcan.gc.ca/dpr-rmr/2011-2012/financ-fra.htm>.

Liste des tableaux de renseignements supplémentaires

Tous les tableaux électroniques de renseignements supplémentaires qui figurent dans le *Rapport ministériel sur le rendement 2011-2012* peuvent être consultés sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse suivante : <http://www.statcan.gc.ca/about-apercu/dpr-rmr/2011-2012/s03p02-fra.html>

Sources des revenus disponibles et des revenus non disponibles

- Frais d'utilisation et redevances réglementaires
- Frais externes
- Écologisation des opérations gouvernementales
- Réponse aux comités parlementaires et aux vérifications externes
- Vérifications internes
- Évaluations

Coordonnées de l'organisme

Courriel

infostats@statcan.gc.ca

Téléphone

1-800-263-1136 ou 613-951-8116

Télécopieur

1-877-287-4369 ou 613-951-0581

ATS

1-800-363-7629

Courrier

Statistique Canada
150, promenade Tunney's Pasture
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6

Site Web : <http://www.statcan.gc.ca>

Définitions des indicateurs

Nombre de pages de publications électroniques vues : Le nombre de pages Web consultées et téléchargées par les visiteurs du site Web de Statistique Canada.

Taux de réussite de la recherche d'information sur le site Web de Statistique Canada : Les utilisateurs sont priés d'indiquer s'ils ont réussi à trouver l'information qu'ils cherchaient lors de leur consultation du site Web de Statistique Canada. Les commentaires sont recueillis dans le cadre de l'Enquête sur l'évaluation du site Web, menée annuellement par Statistique Canada. Une invitation à participer à l'enquête apparaît lorsque les utilisateurs consultent les pages du site.

Facilité de la recherche d'information sur le site Web de Statistique Canada : Les utilisateurs sont priés d'évaluer, sur une échelle de cinq points allant de « très facile » à « très difficile », la facilité avec laquelle ils ont trouvé l'information qu'ils cherchaient lors de leur consultation du site Web de Statistique Canada. Les commentaires sont recueillis dans le cadre de l'Enquête sur l'évaluation du site Web, menée annuellement par Statistique Canada. Une invitation à participer à l'enquête apparaît lorsque les utilisateurs consultent les pages du site.

Satisfaction au sujet du site Web : Les utilisateurs sont priés d'évaluer, sur une échelle de cinq points allant de « très satisfait » à « très insatisfait », leur satisfaction au sujet du site Web de Statistique Canada. Les commentaires sont recueillis dans le cadre de l'Enquête sur l'évaluation du site Web, menée annuellement par Statistique Canada. Une invitation à participer à l'enquête apparaît lorsque les utilisateurs consultent les pages du site.

Utilisation de données administratives : Statistique Canada utilise des données provenant de l'Agence du revenu du Canada et d'autres sources administratives à la place de données recueillies directement auprès des répondants. Cette façon de procéder, parfois appelée remplacement des données d'enquête, réduit le nombre de questionnaires envoyés aux répondants ainsi que le fardeau de réponse qui y est associé.

Indice du fardeau de réponse en nombre d'heures : Cette estimation se calcule annuellement en se basant sur la fréquence de chaque enquête, le temps moyen nécessaire pour remplir le questionnaire et le nombre de répondants interrogés. Divisé par le nombre estimé d'entreprises canadiennes, ce chiffre exprime le fardeau moyen par établissement. La moyenne est indexée en prenant 1991 comme année de base. Le Recensement quinquennal de l'agriculture est exclu du calcul.

Sous-dénombrement net au recensement : Le nombre de personnes omises moins le nombre de personnes comptées plus d'une fois. Après chaque recensement depuis celui de 1961, une contre-vérification des dossiers (CVD) est effectuée pour mesurer le sous-dénombrement de la population au recensement. La CVD permet d'estimer le nombre de personnes omises lors du recensement. Cette estimation est combinée à celle de l'étude sur le surdénombrement au recensement, qui établit le nombre de personnes dénombrées plus d'une fois, aux fins du calcul du sous-dénombrement net. Pour le Recensement de l'agriculture, le **sous-dénombrement au recensement — nombre de fermes** est le nombre de fermes omises par le recensement, moins le nombre de fermes comptées plus d'une fois. De même, le **sous-dénombrement net au recensement — superficie agricole totale** représente la superficie agricole totale omise lors du recensement, moins la superficie agricole totale qui a été comptée plus d'une fois.

Taux de réponse : L'exactitude des données diffusées par Statistique Canada est directement liée à l'exactitude des données fournies par les répondants à ses enquêtes ou recensements. Il s'ensuit que le pourcentage de répondants à qui l'on demande de fournir des données et qui en fournissent effectivement représente un indice important de l'exactitude. En général, plus le taux de réponse est élevé, plus les résultats du recensement sont exacts.

Cadre de responsabilisation de gestion : Cette évaluation annuelle des ministères menée par le Secrétariat du Conseil du Trésor comprend la mesure de 21 composantes de gestion. Cette évaluation indépendante est un indicateur de l'efficacité des pratiques modernes de gestion d'un organisme.

Rapports financiers au Comité des politiques déposés comme prévu : Rapports présentés par les services de gestion financière de l'organisme à son comité directeur. Ces rapports doivent être déposés tous les mois.

Rapport ministériel sur l'obligation de rendre compte en dotation (RMORCD) : Un rapport annuel produit par les organismes à l'intention de la Commission de la fonction publique concernant la gestion et les résultats en matière de dotation ministérielle.